FRANÇOIS COTY
CONTRE LE COMMUNISME
SAUVONS NOS COLONIES
LE PÉRIL ROUGE EN PAYS NOIR
Grasset Edit.
1 Volume : 15fr

FRANÇOIS COTY

Contre le Communisme

SAUVONS NOS COLONIES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R
IMPRIMÉS

LA FRANCE, SES DÉPARTEMENTS ET SES COLONIES, SITUÉES DANS LES CINQ PARTIES DU MONDE, REPRÉSENTENT UNE FORMIDABLE **ASSOCIATION** *DE CENT MILLIONS D'ÊTRES HUMAINS* **SOLIDAIRES** *D'UN MÊME IDÉAL DE PROGRÈS, DE JUSTICE ET DE PAIX.*

FRANÇOIS COTY.

GRASSET

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

SAUVONS
NOS COLONIES

5115

LK9
1156

2 OCT 1931
DEPOT LEGAL
B.N. VOLUMES
Editeurs
A09872

DU MÊME AUTEUR

CONTRE LE COMMUNISME *(Bernard Grasset, éditeur).*

FRANÇOIS COTY

SAUVONS NOS COLONIES

Le Péril Rouge en Pays Noir

La France, ses départements et ses Colonies situées dans les cinq parties du Monde, représentent une formidable ASSOCIATION de *cent millions d'êtres humains* SOLIDAIRES d'un même idéal *de progrès, de justice et de paix.*

François COTY.

EDITIONS

BERNARD GRASSET

61, RUE DES SAINTS-PÈRES, 61

PARIS (VI^e^)

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE :
CINQUANTE-SIX EXEMPLAIRES SUR PAPIER JAPON IMPÉRIAL, NUMÉROTÉS JAPON 1 A 50 ET I A VI;
ET SOIXANTE EXEMPLAIRES SUR VÉLIN PUR FIL LAFUMA, NUMÉROTÉS VÉLIN PUR FIL 1 A 50 ET I A X.

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris la Russie.
Copyright by ÉDITIONS BERNARD GRASSET 1931.

ÉPIGRAPHES

On ne saurait invoquer en faveur du Communisme les *droits de la Liberté d'Opinion*. La *destruction* de la Patrie n'est pas une opinion. C'est un crime. Une doctrine dont les tenants préparent le carnage des guerres civiles et font de l'espionnage pour le compte de l'Etranger n'est pas une doctrine. Elle est un attentat. Elle est un attentat contre la vie des citoyens et contre l'indépendance du pays. Elle est au ban de la conscience publique.

Discours de M. Albert **SARRAUT**,
à Constantine, le 22 avril 1927.

La lutte engagée met en présence la France et la IIIe Internationale. Elle oppose le droit et la force, la propriété et le vol, la liberté et la dictature, les garanties *du régime parlementaire* et *l'oppression du régime* soviétique. Il faut que la France triomphe des menaces et des conspirations qui viennent du dehors.

Discours de M. **BARTHOU**,
Ministre de la Justice, le 10 Juin 1927.

Je pense que tous les peuples ont à choisir entre l'ordre et l'anarchie, l'honnêteté et le brigandage, entre la simple morale et le crime. Ou bien nous tenons pour une société vivant dans l'ordre, ou bien nous n'y tenons pas. Mais si nous y tenons il faut user de toute notre puissance pour la défendre et la faire progresser.

Discours de M. **MYRON T. HERRICK**,
le 4 Juillet 1927.

Nous ne regardons pas les Soviets comme un gouvernement régulier. Il n'est pas un parti politique. Il réalise une association de malfaiteurs selon l'esprit de la loi pénale. Il ne relève pas plus des Gouvernements que des Instituts sociologiques. Il relève uniquement des Juridictions criminelles. On ne discute pas avec une Association de malfaiteurs qui a pour but la destruction de la Patrie et de la Civilisation.

François COTY.

Le communisme ne saurait se concilier en aucune manière avec la doctrine de l'Eglise; à quelle catastrophe le monde serait-il exposé, si cet ordre de chose, qui heurte de front tous les principes du christianisme, venait à prévaloir!

Sa Sainteté PIE XI.

Discours aux pélerins du 15 Juin 1931

AVANT-PROPOS

Il est dans le destin de l'Asie de se ruer périodiquement à la conquête de l'Europe et d'en entreprendre la destruction. C'est comme un appel mystique auquel les Barbares ne peuvent résister : ils entendent, d'âge en âge, la voix secrète dont parlait Gensséric, qui lui disait d'aller saccager Rome.

Au V^e^ siècle de notre ère, les Huns, bousculant vingt peuples et les entraînant à leur suite, aspiraient déjà à ne pas laisser pierre sur pierre des villes de l'Occident et se vantaient que l'herbe ne repousserait pas là où ils allaient passer. Au XII^e^ siècle, la ruée recommençait avec les

Mongols de Gengis Khan et laissait une empreinte asiatique durable sur la Russie. Peu curieux de l'âme jaune, les Occidentaux ignorent généralement que le souvenir des grandes ruées d'autrefois sert encore aujourd'hui de thème aux conversations des races mongoles et éveille en elles l'espoir d'un recommencement à venir.

Le bolchévisme, doublement asiatique, par la conception première de ses théoriciens hébreux et par le recrutement de ses plus dangereux adeptes, qui appartiennent presque tous aux peuples anciennement mongolisés de la Russie, est venu cristalliser les espoirs de la race jaune et lui a fait comprendre que les temps étaient venus. De l'Oural aux confins de la Sibérie, un immense frisson d'allégresse a passé chez les descendants des farouches dévasteurs d'autrefois.

Les premières manifestations du réveil guerrier de l'Asie contre l'Europe ont na-

turellement eu pour théâtre les colonies créées par la race blanche sur le sol de l'Asie elle-même. C'était là que devaient inévitablement se reproduire les convulsions initiales qui permettraient à l'homme jaune de prendre sa revanche sur l'Occidental. Le testament du mongol Lénine, de pur sang tchouvache, proclamait, d'ailleurs, la nécessité de balayer hors de l'Asie les Européens. Non seulement les forces de l'Asie elles-mêmes en seraient accrues par le choc final, mais les nations européennes sortiraient d'une insurrection victorieuse de leurs colonies asiatiques démoralisées, doutant de leur supériorité ethnique et appauvries matériellement par la perte des centaines de milliards qu'elles ont consacrés à mettre en valeur leurs possessions. L'assaut de l'Europe viendrait après.

Nous nous proposons d'étudier dans un prochain livre comment le programme de Lénine se réalise déjà, en Asie, par l'é-

branlement de la domination européenne et par la conquête progressive que font les Jaunes, encadrés et conduits par le bolchévisme, de l'ascendant moral sur les Blancs. Le général Noguès a publié à ce sujet, dans l'Ami du Peuple, *des avertissements documentés qui ne laissent aucune place à l'optimisme. On les retrouvera dans l'ouvrage que nous annonçons.*

Mais la menace en Asie même n'est pas tout.

Le monde a marché depuis l'époque d'Attila et de Gengis Khan et l'Asie dispose, aujourd'hui, pour la ruine de l'Europe, des inventions et des progrès de toutes sortes que l'Europe elle-même a réalisés pendant des siècles. La vieille méthode de la ruée en armes, qui servira inévitablement un jour ou l'autre pour la conclusion de cette lutte gigantesque, se complique aujourd'hui de travaux d'approche destinés à ébranler et à dissocier par avance l'édifice dont on veut la ruine.

Les découvertes les plus modernes, comme la T. S. F., servent à la propagande bolchéviste, aussi efficacement que les vieilles forces de ténèbres qui traînent encore sur quelques points du globe, telles que la sorcellerie nègre. Le syndicalisme révolutionnaire, popularisé parmi les Nègres et les Jaunes comme parmi les Blancs, est le véhicule de la Révolution sous tous les climats.

En présence de cette marée montante, qui menace de tous les périls l'avenir de notre race, la seule auquelle le Monde ait dû son progrès moral, intellectuel et matériel, l'attitude des gouvernements européens apparaît incompréhensive, hésitante et falote.

Oubliant l'épopée que fut la conquête de l'Inde, le gouvernement britannique délibère et recule devant l'opposition d'un fakir plus ou moins grotesque, qui a eu la précaution d'obtenir un diplôme de droit dans une université anglaise et qui sait

s'en servir. Quant au gouvernement français, sur qui repose la charge d'administrer le plus vaste empire colonial après celui de la Grande-Bretagne, il néglige l'avis formel de ses spécialistes les plus informés pour appliquer aux colonies les principes de politiciens ignares, uniquement préoccupés de se faire applaudir par les habitués du Café du Commerce *dans leur chef-lieu de canton.*

Il en est résulté des incidents significatifs, qui montrent combien l'œuvre admirable de nos grands coloniaux est d'ores et déjà compromise par la débilité morale de ceux qui ont la charge de gouverner, de loin, notre Empire d'outre-mer, le plus souvent sans en rien connaître.

Ce sont quelques-uns de ces incidents, spéciaux au continent noir et à la race nègre, que nous avons étudiés dans l'Ami du Peuple, *de novembre 1929 à février 1931, et dont on trouvera le rappel ci-après. Aucun démenti qualifié n'a pu être*

opposé à nos affirmations. Bien loin de là, c'est par centaines que des lettres de résidents français aux colonies sont venues nous apporter des confirmations et des remerciements pour notre cri d'alarme.

Puisse celui-ci trouver un écho, non seulement dans l'âme française, mais au plus profond de la conscience de la race blanche, qui ne saurait abdiquer son rôle civilisateur sans plonger le Monde dans l'anarchie et dans le chaos.

CHAPITRE PREMIER

LES SOVIETS ET L'ANGLETERRE

I

30 novembre 1929.

C'est au retour d'un voyage d'études aux Etats-Unis, au cours duquel il a longuement pris contact avec les hautes personnalités financières de ce pays, que M. Ramsay Mac Donald s'est décidé à rétablir, conformément au programme du *Labour Party*, les relations diplomatiques avec les Soviets. Nul doute qu'il n'ait reçu, là-bas, des assurances et des sûretés au sujet de cette périlleuse démarche diplomatique.

Il est certain que les grands banquiers qui lui ont prodigué des propos rassurants ont jadis contribué à créer en Russie, par leurs énormes subsides, la situation révolutionnaire qui a abouti au règne actuel du bolchévisme. Du fait de l'aide

qu'ils ont fournie aux agitateurs de la *III*e *Internationale*, ils sont maintenant les suzerains masqués de la tyrannie et de la propagande soviétiques. M. Ramsay Mac Donald a donc pu, de bonne foi, admettre qu'ils avaient l'autorité suffisante pour prendre des engagements au nom du gouvernement des Soviets.

A notre avis, il n'est pas démontré que l'Angleterre puisse retirer, pour sa sécurité, le moindre avantage des promesses qu'a reçues M. Ramsay Mac Donald et des accords qu'il a passés. C'est toujours un mauvais marché que celui qu'on fait avec le diable : il ne devrait pas être nécessaire de le rappeler au prédicant presbytérien qu'est M. Mac Donald.

Il existe, d'ailleurs, deux excellentes raisons pour que l'accord anglo-soviétique, quelles que soient les promesses dont le Premier britannique a fait état pour le conclure, déçoive finalement ses partisans anglais.

La première, c'est que le bolchévisme, qui n'est, dans son principe, qu'une conspiration antisociale, devient promptement, dans les pays où on le tolère, une espèce de contagion mentale, une névrose qui gagne de proche en proche. Dès lors, c'est une illusion de croire qu'on arrêtera ses ravages en traitant avec ses chefs secrets. Tout-puissants pour donner naissance au mal et en accroître l'intensité, ceux-ci ne peuvent plus suspendre l'effet du virus une fois qu'ils l'ont inoculé à un peuple : l'infection s'étend et se généralise d'elle-même. Les princes de la Finance révolutionnaire qui ont pris des engagements envers M. Mac Donald ont donc promis ce qu'il ne peuvent pas tenir, *quand même ils seraient sincères.*

Or, et c'est la seconde raison d'être sceptique dont nous parlions plus haut, *rien n'est moins certain que leur sincérité.*

Voici, en effet, plusieurs mois que le ca-

binet travailliste envisage la reprise des rapports anglo-soviétiques; voici six semaines qu'elle est chose décidée; les ambassadeurs désignés sont à la veille de rejoindre leurs postes respectifs. Or, loin que ce rapprochement ait amené la détente espérée, des incidents concordants, d'une haute gravité, viennent de prouver que la propagande révolutionnaire communiste dans les Colonies et Dominions anglais n'a jamais été plus active. Après l'Inde, travaillée de longue date et qui présente tous les symptômes d'une crise grave et prochaine, c'est l'Afrique anglaise, qui s'agite et prend feu, du golfe du Bénin au cap de Bonne-Espérance, sur l'excitation des agents de Moscou.

Si l'on examine de près les nouvelles de source anglaise qui nous apprennent ces événements, on constate de suite que l'agitation se développe suivant un plan uniforme, d'origine facilement reconnaissable.

Il ne s'agit pas, comme jadis, d'intrigues de chefs indigènes jaloux de rétablir leur autorité, non plus que d'un mouvement de xénophobie instinctive, comme on en remarque chez tous les peuples primitifs. Les Noirs en révolte savent distinguer entre les Blancs et acceptent la direction de certains de ces derniers : ceux qui se réclament de Moscou.

Plus de conspirations isolées dirigées par des sorciers et éclatant au jour fixé par les esprits consultés; mais de vastes associations d'ouvriers nègres, constituées suivant la formule la plus moderne du syndicalisme européen, et revendiquant les droits des trade-unions britanniques, qu'un gouvernement travailliste se trouve fort embarrassé pour leur dénier... Ces associations, qui ajoutent un grief social à l'antagonisme de race, sont la cheville ouvrière de l'agitation, à laquelle ne manquent ni les discours incendiaires des émissaires communistes, ni les distribu-

tions d'argent et d'eau-de-vie destinées à provoquer des désordres graves.

Pour ne nous occuper que des tout derniers faits, une révolte a éclaté le 15 novembre à Bathurst, en Gambie britannique, où fonctionne, depuis quelques mois, une sorte de C. G. T. U. nègre, qui groupe la plupart des ouvriers noirs employés par les compagnies commerciales et industrielles anglaises.

C'est parmi les portefaix occupés au chargement du coprah que le mouvement a pris naissance, pour gagner bientôt après l'ensemble des entreprises. Le programme des grévistes va fort au delà d'une augmentation de salaire : ils exigent la reconnaissance légale de leur association, des commissions paritaires pour le contrôle du travail et l'arbitrage des conflits, enfin la participation aux bénéfices — toutes idées qui ne sont évidemment pas d'origine nègre.

Les compagnies ayant repoussé ces

prétentions, la grève générale a été proclamée et a pris immédiatement un caractère révolutionnaire. La vie des Blancs a été menacée et il a fallu proclamer l'état de siège, ce qui n'a pas amené une détente de la situation : plusieurs charges à la baïonnette ont dû être faites contre les émeutiers noirs, qui ont mis le feu à diverses exploitations. Détail particulier: les prisonniers, interrogés, se sont déclarés assurés d'être secourus par une grande puissance blanche « amie des noirs », la Russie...

Plus graves encore sont les faits signalés en Afrique du Sud. L'agitation y règne dans tous les centres industriels et principalement à Johannesburg et à Durban. Le levier dont se servent les meneurs communistes est l'*Union des ouvriers industriels et coloniaux*, dont les effectifs et les cadres subalternes sont exclusivement formés de nègres, mais dont quelques chefs sont des Blancs, tel ce

SAUVONS NOS COLONIES

Ballinger, qui a fait jadis le pèlerinage de Moscou, et qui jouit à ce titre d'un grand prestige. Plusieurs tentatives de grève générale — et l'on peut imaginer ce que signifie ce mot pour des populations à peine sorties de l'anthropophagie — ont déjà eu lieu au cours de ces dernières semaines.

M. Pirlow, ministre de la Justice de l'Union Sud-Africaine, juge la situation comme très grave et déclare dans un texte officiel : « Si l'on n'enraye pas de suite cette menace, une révolution sanglante éclatera avant un an. » Mais il suffit qu'il annonce l'intention de demander au Parlement l'autorisation d'expulser les agitateurs étrangers qui font de la propagrande parmi les Noirs, pour qu'une véritable émeute éclate à Johannesburg, au cours de laquelle les nègres brûlent en public l'effigie du ministre.

Ceci est peu de chose auprès des désordres qui se sont produits à Durban.

SAUVONS NOS COLONIES

Après les incidents de caractère terroriste, la police locale, renforcée par cinq cents soldats montés et par une escadrille d'avions, a dû cerner le quartier nègre et faire usage de bombes lacrymogènes pour rester maîtresse du terrain. Bien qu'il y ait eu plus de six cents arrestations, l'agitation continue.

Il semble que ces troubles ne soient qu'un commencement, car M. Pirlow annonce qu'au cours des perquisitions opérées, il a été trouvé des documents établissant que tout est prêt pour une grève générale des mines et des ports, le 16 décembre, ainsi que pour l'incendie des réservoirs d'essence et pour un soulèvement simultané des tribus. Une « république noire des Soviets » serait ensuite proclamée.

Les documents saisis engagent formellement la responsabilité de Moscou, qui a fourni les fonds pour cette tentative révolutionnaire, et celle de la *III*e *Interna-*

tionale, qui adressait aux mineurs indigènes du Rand l'ordre suivant, qui n'a rien d'équivoque :

« Luttez contre les impôts indigènes et contre toute autre forme d'oppression, non pas par des pétitions, *mais de façon révolutionnaire.* Faites cesser le travail dès le 14 décembre. Le 16 décembre, il y aura des manifestations aux cris de: Vive la République indigène! Pénétrez alors dans les mines *de toutes les façons possibles.* »

Cette manière spéciale d'opérer le rapprochement anglo-soviétique paraît avoir provoqué une certaine désillusion dans les milieux politiques anglais. On commence à s'y demander si M. Mac Donald n'a pas été indignement joué dans l'accord dont nous dénoncions plus haut le caractère précaire et dangereux. D'autres informations, toutes aussi inquétantes, arrivant chaque jour des Indes, de l'Afrique équatoriale, et même de la Jamaïque, la venue

d'un ambassadeur des Soviets à Londres cesse d'apparaître à nos voisins comme un paratonnerre contre la Révolution communiste.

Les milieux commerciaux britanniques eux-mêmes qui s'étaient d'abord, avec quelque aveuglement, et dans l'espérance d'avantages immédiats, montrés favorables à la reprise des relations avec Moscou, manifestent leur inquiétude. Aussi les dirigeants moscovites ont compris qu'ils devaient dire quelque chose qui ressemblât à une excuse. Et l'officiel *Pravda* vient de publier la note ci-après, dont un peuple aussi soucieux de sa dignité que le peuple anglais doit avoir bien du mal à se contenter :

« Le gouvernement des Soviets ne saurait en aucune façon être responsable des organisations communistes répandues dans le monde entier, ni garantir la Grande-Bretagne contre les soulèvements de ses coloniaux. Le gouvernement sovié-

tique a amplement manifesté son désir de maintenir la paix et de régler la question de ses relations avec la Grande-Bretagne. Il a, maintes fois aussi, fermé les yeux sur les nombreuses activités antisoviétiques de sujets britanniques.

« Nous voyons déjà les premières conséquences pratiques de l'attitude de M. Henderson dans l'insistance des conservateurs pour qu'il prenne des mesures contre la propagande soviétique en Afrique du Sud. *Nous ne savons pas exactement qui dirige le mouvement des indigènes du Rand* contre leurs exploiteurs blancs, appuyés par les baïonnettes britanniques. *Ce sont peut-être des communistes* qui dirigent ces esclaves. Mais si Henderson s'imagine que les Soviets se chargent de garantir la paix ou le calme pour l'impérialisme britannique, chaque fois que des peuplades coloniales se soulèvent contre son oppression, il a réellement tort. »

SAUVONS NOS COLONIES

Bons apôtres! Le gouvernement soviétique « ne sait pas exactement » qui dirige le mouvement révolutionnaire nègre dans l'Afrique du Sud! « Ce sont *peut-être* des communistes »...

Eh bien! nous allons prouver aux gens du Kremlin que nous sommes mieux renseignés qu'eux.

La conjuration qui ébranle actuellement l'Afrique noire a été nouée à Moscou, au Palais des Syndicats, en août 1928. Les ressources nécessaires ont été mises à la disposition des conjurés par le gouvernement soviétique lui-même. Tous les détails du complot, tous ses agents principaux, sont connus de nous.

Nous allons les rendre publics.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION DE LA REVOLTE NOIRE

II

6 décembre 1929.

Nous avons reproduit des textes décisifs établissant quel rôle jouent les Soviets dans les émeutes d'ouvriers nègres qui troublent actuellement l'Afrique britannique, de la Gambie au cap de Bonne-Espérance.

Répondant à un équivoque démenti de la *Pravda,* nous avons précisé que ces troubles, de même que ceux qui ont commencé en Afrique noire française et dont nous nous occuperons prochainement, avaient été décidés et organisés à Moscou, au Palais des Syndicats, en août 1928.

Ceci nous amène à publier un historique des tentatives faites par le Commu-

nisme pour établir son empire sur la race noire et pour provoquer une insurrection générale dans les colonies africaines de l'Angleterre, de la France et des autres puissances européennes.

Le but poursuivi, conforme aux directives laissées par Lénine, va bien au delà du massacre et de l'expulsion des Blancs, qui n'est, en somme, qu'un moyen. Il s'agit surtout, en privant les peuples d'Occident de leurs empires coloniaux, de plus en plus indispensables à la vie économique des diverses métropoles, de provoquer une crise de chômage et de misère sans précédent, que des sections européennes de la *III*e *Internationale* se chargeront de transformer en guerre civile. Comme n'a pas craint de le dire l'écrivain communiste Henri Barbusse, dans une phrase qui suffit à déshonorer un homme : « La misère est une bonne condition pour la Révolution... »

L'anticolonialisme des Soviets a trouvé

un terrain favorable en Asie, où la Russie était fortement installée dès le temps des tsars. De vieilles civilisations existaient là, qui détestaient la nôtre, et qui, dans le Communisme, n'ont vu que l'occasion d'une revanche possible sur l'Occident. Des intellectuels hindous, indonésiens et chinois se sont mis à la disposition de Moscou pour boycotter les fils des conquérants blancs et préparer leur éviction des immenses contrées auxquelles l'Europe a apporté la prospérité. Aussi Lénine écrivait-il dès 1922 : « Il y a là une bonne moitié de la population qui s'entraîne à la lutte révolutionnaire, prélude de la Révolution mondiale. »

La conquête de l'Afrique noire offrait de bien plus grandes difficultés.

Là, en effet, point de vieux empires, fiers de leur passé et de leur culture spéciale, figés dans une hostilité immuable contre les « barbares d'Occident ». Point d'intellectuels locaux à prendre à gages,

point de journaux à diffuser dans la masse. Il faut que le Communisme trouve dans un peuple un minimum de civilisation pour pouvoir y exercer ses ravages, et ce minimum n'existait pas. L'Afrique ne lui offrait que d'immenses régions à peu près incultes, habitées par des peuplades qui en sont encore aux formes primitives de la société humaine. Ou bien, sur les points déjà mis en valeur par l'Européen, une population noire exclusivement soucieuse de bien-être matériel, qui ne songeait qu'à se multiplier et à s'enrichir, sans souci de contrevenir, ce faisant, aux thèses de Lénine et de Karl Marx.

A vrai dire, deux Etats noirs, fortement organisés et indépendants, existent en Afrique et ne pouvaient échapper à l'attention des dirigeants soviétiques : l'empire d'Ethiopie et la République de Libéria. Mais leur état social et politique ne permettait pas d'espérer un terrain favorable aux entreprises de Moscou.

L'Ethiopie est profondément religieuse et féodale. Le statut qui la régit encore aujourd'hui, est le même que celui de l'Europe au onzième siècle, et il n'y en a jamais eu de plus éloigné du Communisme. Enfin, le prince qui préside à ses destinées, passe pour énergique et vigilant : les émissaires bolchéviks eussent été mal reçus.

Quant à la République de Libéria, fondée il y a un siècle, sur l'initiative d'une société américaine, par d'anciens esclaves affranchis et réimplantés en Afrique, elle est devenue un Etat de propriétaires terriens d'esprit singulièrement conservateur et même militariste. Elle a soumis par les armes les tribus autochtones du territoire qui lui était assigné et les tient dans une dépendance voisine de l'esclavage[1]. Au point de vue religieux un véri-

1. Depuis l'époque où nous signalions cette particularité, ignorée de toute la presse européenne et américaine, la Société des Nations s'est vue obligée de faire faire une

table piétisme y a sévi et n'est pas tout à fait passé de mode. Là encore, pas d'espoir de trouver l'instrument nécessaire pour bolcheviser l'Afrique.

Il fallait chercher autre chose.

C'est vers la population noire des Etats-Unis que les chefs de la propagande communiste tournèrent finalement leurs regards.

Non qu'il leur parût possible d'en tirer parti pour influencer la politique américaine : les positions prises par les Soviets, au delà de l'Atlantique, sont tout autres. Mais parce que les Noirs d'Amérique pouvaient seuls leur fournir le levier humain indispensable pour agir dans cette Afri-

---

enquête en Libéria, où l'existence de l'esclavage a été confirmée de tout point. Nous ne pouvons qu'approuver cette initiative. Mais s'il est à souhaiter que l'esclavage disparaisse complètement en pays noir, il est à plus forte raison nécessaire de l'empêcher de s'implanter en Russie, où les Soviets sont en train d'en faire le régime obligatoire de tout le prolétariat industriel et agricole. Le malheur est que la Société des Nations, pleine de scrupules humanitaires quand il s'agit de la république de Libéria, se désintéresse complètement des 150 millions de Blancs soumis à la tyrannie soviétique.

que qui n'a jamais cessé de les préoccuper comme étant le berceau de leur race.

Rien ne ressemble moins aux esclaves agricoles affranchis par la guerre de Sécession que leurs petits-fils actuels. Sur onze millions de nègres qui vivent aux Etats-Unis, la proportion des ouvriers d'industrie est maintenant considérable. Celle des artisans, des petits boutiquiers, des petits industriels, des fonctionnaires augmente tous les jours.

On compte même un assez grand nombre de capitalistes noirs d'une réelle envergure, qui possèdent d'importantes entreprises, sans parler de tout un quartier de New York, Harlem, où tout leur appartient et qui est habité par 200.000 de leurs congénères. Chicago, Baltimore, La Nouvelle-Orléans, Philadelphie et Washington comptent chacune plus de 100.000 Noirs et ont une bourgeoisie nègre, un commerce nègre, des banques nègres. So-

cialement parlant, la population noire des Etats-Unis a réalisé d'indiscutables progrès en deux générations.

Intellectuellement aussi, elle a beaucoup changé. Elle compte maintenant peu d'illettrés : les enfants, étant obligés d'aller à l'école noire, où ils sont instruits par des instituteurs noirs, parlent et écrivent un excellent anglais. Il y a des étudiants noirs de plus en plus nombreux, dans toutes les branches d'enseignement supérieur, et il en sort des avocats, des médecins, des ingénieurs, des professeurs, des écrivains de race noire. La presse noire, aux Etats-Unis, compte plus de cinq cents journaux, parmi lesquels, il est vrai, ne se trouve aucun quotidien; mais certains hebdomadaires, à New York, Baltimore, Chicago, ont un tirage considérable.

Toute cette culture noire est, reconnaissons-le, de seconde qualité et il n'y a pas de comparaison à établir entre ses

produits et ceux des universités et des écoles de la race blanche. Telle qu'elle est, cependant, elle a suffi pour tourner l'esprit des Noirs vers des problèmes qu'il eût été jadis incapable d'aborder, et en premier lieu vers la conception d'une solidarité ethnique entre tous les nègres, ceux d'Afrique comme ceux des deux Amériques.

Il en est résulté une sorte de nationalisme noir, qui réclame, pour le présent, l'égalité sociale absolue avec les Blancs, et qui envisage confusément, pour l'avenir, la libération et la régénération de l'Afrique, appelée à devenir la patrie politique de toute la race noire.

Cet idéal pan-nègre, qui ne contenait encore aucun germe communiste, avait trouvé son expression aux Etats-Unis, non seulement dans la presse de couleur, mais aussi dans de nombreuses sociétés secrètes noires constituées à la manière américaine. Deux grandes associations

publiques vinrent ensuite : La *National Association for the Advancement of Colored People* et l'*Universal Negro Improvement Association*. C'est de leur initiative que procédèrent les Congrès mondiaux de la race nègre, dont le premier fut convoqué à Paris, pendant la conférence de la paix.

Ces Congrès donnèrent d'ailleurs une idée assez médiocre, sinon des moyens matériels dont disposaient leurs promoteurs, du moins de leur maturité ethnique et de leur préparation à un rôle politique sérieux. On s'amusa beaucoup, dans les pays anglo-saxons, de la déclaration faite au Congrès de Madison Square, à New York, par Marcus Garwey, intellectuel nègre des Antilles, président de l'Association universelle pour l'amélioration des noirs. Drapé dans un manteau de pourpre et entouré d'un état-major aussi brillamment vêtu que lui, Garwey se proclama

souverain de la race nègre et définit ainsi son programme :

« L'honneur insigne d'être le président provisoire de l'Afrique m'est échu. C'est un devoir politique, une mission qui m'est donnée de libérer politiquement l'Afrique. Cela vaut la mission qui fut donnée à Napoléon de conquérir le monde. Il a conquis, en son temps, une certaine partie du monde. Mais il a échoué, il est mort à Sainte-Hélène. Du moins, ne puis-je pas dire que les leçons de Napoléon sont des jalons qui nous permettront de marcher nous-mêmes vers la libération africaine? »

Les nègres américains, depuis Toussaint-Louverture et Soulouque, ont toujours aimé à se comparer à Napoléon. On ne vit dans les déclarations des orateurs de Madison Square qu'une manifestation nouvelle de cet état d'esprit. On eut tort. Il y avait là la démonstration qu'un terrain extrêmement favorable à toutes les agitations antieuropéennes existait parmi

les Noirs civilisés d'Amérique. Qu'un peu de mauvais grain révolutionnaire y fût semé, et la moisson serait sanglante à souhait.

C'est ce que les dirigeants soviétiques se sont chargés de faire.

Dès 1925, ils prescrivaient à Riet-chensky, alors chef de leur police secrète à New York, de se mettre en relations avec la rédaction de la *Grisis*, le principal organe du nationalisme noir aux Etats-Unis. Ces pourparlers aboutirent à la formation d'une aile gauche des partis nègres américains, composée surtout d'ouvriers d'usine, l'*American Coloured Men Federation*. Largement subventionnée par le Kremlin, la nouvelle association se proposait moins d'agir aux Etats-Unis que de poser internationalement la question du travail noir dans les colonies.

Dès 1927, on put mesurer le terrain gagné par les agents de Moscou. Le quatrième Congrès international des Noirs,

qui se tint cette année-là en septembre, à New York, se déroula, en fait, sous l'inspiration de la bolcheviste *American Coloured Men Association*, qui lui donna un accent plus social que national. Il y fut surtout question de « défendre les frères noirs du prolétariat africain contre l'exploitation des grandes compagnies coloniales ». L'évolution du grand mouvement pan-nègre vers les théories communistes allait se précisant.

En 1928, le travail de pénétration était assez avancé pour que Moscou envisageât de passer à l'action en soulevant les colonies africaines. C'est ce qui fut décidé en août, dans une des sessions du Congrès mondial de la *III*e *Internationale*. Trois délégués de l'*American Coloured Men Association*, les nègres Carlton, Ford et Jones, représentaient les Noirs des Etats-Unis dans cette délibération.

Notre prochain article en donnera tous les détails à nos lecteurs.

CHAPITRE III

L'INSURRECTION NOIRE VIENT DE MOSCOU

III

11 décembre 1929.

Nous avons montré les progrès sociaux et intellectuels réalisés, en deux générations, par les onze millions de nègres des Etats-Unis, instruits dans leurs écoles, renseignés par leurs cinq cents journaux, groupés à la fois dans leurs sociétés secrètes et dans leurs grandes associations publiques. Nous avons dit comment, dans ce milieu très superficiellement américain, s'était fait jour un nationalisme noir, proclamant la solidarité des nègres de tous les pays et leur proposant pour but la libération de l'Afrique, envisagée comme la patrie nécessaire de toute la race noire.

L'existence d'un tel programme ethni-

que, dans une agglomération considérable et bien organisée politiquement, n'aurait pas dû passer inaperçue des puissances européennes qui possèdent des colonies en Afrique, et en particulier de la France et de l'Angleterre.

Il est évident, en effet, que la prétention des Noirs d'Amérique de devenir, en raison de leurs progrès personnels, les instructeurs et les animateurs de leurs frères arriérés d'Afrique, conduit tout droit à la lutte contre le conquérant européen. Une Afrique noire unifiée et indépendante suppose l'écroulement préalable et inévitablement violent, de la domination coloniale anglaise, française, portugaise, etc.

Cela eût dû suffire pour faire surveiller de près toutes les infiltrations négro-américaines en Afrique, et spécialement l'envoi des missionnaires noirs, qui se sont anormalement multipliés depuis une dizaine d'années. Les administrateurs anglais et les nôtres eussent pu utilement

rechercher si ces missionnaires ne s'occupaient pas davantage de nationalisme noir que de conversions religieuses. Le péril qui résulte de leur action est certain.

Celle-ci n'eût pas suffi, toutefois, à créer la situation troublée qui existe dans plusieurs colonies anglaises, et celle, fort tendue, qui se révèle dans certaines des nôtres, notamment à Madagascar, si l'agitation communiste n'était venue se greffer sur la propagande pan-nègre et ne lui avait fait prendre un caractère révolutionnaire immédiat.

Nous avons fait l'historique de cette évolution. Nous avons dit comment, à partir de 1925, les Soviets ont négocié avec les chefs du mouvement noir aux Etats-Unis; comment ils ont constitué, à la gauche de ce mouvement, une organisation noire purement bolcheviste, l'*American Coloured Men Association*. Nous avons montré cette organisation faisant adopter par le Congrès pan-nègre de New

York, en septembre 1927, un programme de guerre aux entreprises coloniales européennes en Afrique. Enfin, nous avons précisé que trois délégués de l'A. C. M. A., les nègres Carlton, Ford et Jones, la représentaient au Congrès mondial de la *IIIe Internationale*, tenu à Moscou en juillet et août 1928.

Ils n'étaient pas, à beaucoup près, les seuls Noirs présents à ces assises du Communisme international : les Antilles, l'Union Sud-Africaine anglaise, l'Afrique française et l'Afrique portugaise étaient également représentées. Et, dès qu'il fut question de propagande dans les colonies, les congressistes furent prévenus que la pénétration des populations de race noire était à la veille de faire un pas considérable.

C'est l'Anglais Bell, dont nous avons déjà eu l'occasion de nous occuper lors de son rapport sur l'antimilitarisme en France, qui donna les directives annon-

cées pour l'action communiste en Afrique.

Il s'étendit assez longuement sur les différents Congrès pan-nègres américains et souligna la part considérable que la *III*[e] *Internationale* a prise aux plus récents, et notamment à celui de 1927. Mais il ne cacha pas que, dans cette direction, il n'y avait pas d'événements immédiats à espérer.

Ces Congrès, expliqua-t-il, groupent surtout des intellectuels noirs, dont l'action considérable sur leurs congénères d'Amérique, est forcément à peu près nulle sur les nègres africains, presque tous illettrés. Tout au plus peut-on utiliser pour la propagande en Afrique certaines œuvres négro-américaines qui y ont acquis une clientèle. Mais c'est à la condition de leur fournir une base d'action pratique et des mots d'ordre assez simples pour trouver un écho chez les Noirs les plus incultes.

Cette base, Bell précisa qu'elle existe dans le Syndicalisme étendu aux ouvriers coloniaux.

En mettant en valeur leurs colonies, les Etats capitalistes européens ont commis la faute de créer un prolétariat noir qui a rompu avec la vie de tribu et qui s'entasse à proximité des ports de mer, des chantiers et des mines. Cette main-d'œuvre noire, spectatrice du genre de vie des Blancs, a acquis les mêmes besoins qu'eux et ne gagne pas assez pour les satisfaire. Elle est méprisée et maltraitée, et l'a supporté jusqu'ici parce qu'elle n'a même pas la ressource de se plaindre à sa tribu qu'elle a quittée.

Qu'on explique à ces Noirs, dit Bell, que les Blancs ont peur du mot « syndicalisme », qui est « tabou » pour eux; qu'on les groupe en syndicats de manœuvres, de dockers, de mineurs, etc... Dès la première grève, on obtiendra d'eux des actes révolutionnaires qu'ils n'auraient

jamais osé commettre sous un autre drapeau.

Et les différents partis socialistes européens « tout traîtres qu'ils sont à la classe ouvrière », interviendront dans les Parlements pour empêcher la répression parce que le langage parlé aux colonies, par les Noirs, sera identique à celui des ouvriers blancs qui forment leur clientèle dans les métropoles.

Ce point de vue fut approuvé par plusieurs des délégués nègres présents et finalement adopté par le Congrès.

Une réunion spéciale fut alors tenue, le 1er août, pour l'organisation définitive de la propagande dans le prolétariat nègre.

Y assistaient tous les délégués noirs au Congrès de Moscou, au premier rang desquels on remarquait les représentants de l'*American Coloured Men Association*. Des représentants de la C. G. T. U. française, parmi lesquels le célèbre Racamond, que M. le juge Peyre devrait bien

se décider à interroger à ce sujet, étaient également présents, ainsi que des représentants blancs des différents pays où il existe un prolétariat nègre.

On procéda à la formation d'un « Comité syndical international des travailleurs nègres », dont la composition fut fixée comme suit :

American Coloured Men Association	2	délégués
Guadeloupe	1	—
Martinique	1	—
Haïti	1	—
Cuba	1	—
Union Sud-Africaine	1	—
Afrique orientale anglaise	1	—
Angola	1	—
Mozambique	1	—
Congo belge et Congo français	1	—
Sénégal et Soudan français	1	—
République de Libéria	1	—

Ces treize membres furent immédiatement désignés parmi les nègres présents, qui, sauf les six représentants des Etats-Unis et des Antilles, étaient tous des Noirs américains fixés en Afrique.

On décida d'attendre pour la nomination de trois autres membres, chargés respectivement des nègres de l'Amérique du Sud, de ceux du Soudan britannique et de ceux de Madagascar. (Pour cette dernière colonie, tout au moins, le retard a été largement rattrapé depuis, comme nous le montrerons dans un prochain article.)

Restait à jeter les bases financières de l'organisation nouvelle, car, si les nègres américains fournissent le personnel d'agitateurs, il incombait aux Soviets de faire les frais de l'agitation. Les délégués Bell et Carlton informèrent l'assemblée que la *III*e *Internationale* ouvrait un crédit de 200.000 roubles or (2.600.000 francs)

aux pionniers du syndicalisme colonial. Ce crédit, si l'on s'en rapporte aux documents saisis à Johannesburg et à Durban, à la suite des derniers troubles, a dû être suivi de beaucoup d'autres.

La séance s'acheva sur une déclaration d'un nègre de la colonie portugaise de l'Angola, qui annonça, avec un rire de cannibale, que le prolétariat noir, lorsque sonnerait l'heure de sa libération « saurait tirer des capitalistes et coloniaux blancs une vengeance inoubliable »...

Paroles intéressantes à méditer par l'opinion anglaise, aussi bien que par celle de notre pays.

Ce sont pourtant les représentants officiels du Communisme, organisateur de la guerre civile aux colonies, que l'Angleterre s'apprête à accueillir de nouveau. A l'exemple, d'ailleurs, de la France, qui tolère dans Paris la souillure d'une ambassade soviétique...

SAUVONS NOS COLONIES

Faudra-t-il que le mal soit sans remède, que nos colons et soldats tombent par milliers sous le couteau des indigènes insurgés, pour que les puissances civilisées sortent de leur funeste torpeur?

CHAPITRE IV

LES DEUX CONJURATIONS DE MADAGASCAR

IV

19 décembre 1929.

Nous avons signalé dans notre dernier article que le Comité Révolutionnaire de la race nègre, constitué à Moscou le 1er août 1928, avait un délégué prévu pour Madagascar, mais pas de titulaire nommé. Cette lacune a été comblée depuis. Le chef de la conjuration communiste dans notre belle colonie est un sieur Planque, Français, hélas! assisté d'un autre de nos compatriotes et de tout un état-major d'agitateurs noirs soudoyés par Moscou.

L'action de ces représentants du Communisme est toute récente. Mais elle a déjà abouti à des incidents violents, peut-être matériellement moins graves que ceux de l'Afrique du Sud Anglaise ou de

l'Afrique Equatoriale Française, puisque le sang n'a pas encore coulé dans l'île, mais qui n'en présentent pas moins un caractère très inquiétant. La question du maintien de la domination française à Madagascar se trouve posée. Et nos lecteurs ne seront pas surpris d'apprendre qu'au lieu d'agir avec énergie pour protéger l'œuvre de civilisation accomplie là-bas par nos soldats et nos colons, les milieux gouvernementaux se sont déjà rendus coupables de défaillance de toute nature.

Les troubles récents de Madagascar feront l'objet d'un procès criminel qui commencera, à Tananarive, le 30 décembre prochain. Nous tiendrons nos lecteurs au courant des intrigues qui s'agitent autour de ces Assises[1]. Mais, pour leur permettre de se faire une idée nette du péril que le

---

1. Malgré l'intervention du *Secours Rouge International*, organisation bolcheviste de défense des agitateurs, les sieurs Planque et Vittori, dont nous signalons le rôle

SAUVONS NOS COLONIES

Communisme nous fait courir là-bas, il est indispensable que nous remontions aux origines de l'agitation antifrançaise dans la grande île.

C'est au mois de juillet 1913 que fut nouée la première conjuration destinée à enlever Madagascar à la France.

Le Communisme n'existait pas, à cette époque, et Lénine n'était même pas considéré comme un personnage très dangereux : la police impériale russe collaborait régulièrement avec ses principaux acolytes et croyait fermement se servir de lui contre les autres groupements révolutionnaires. Aussi n'est-ce pas sa main que nous trouvons alors à l'œuvre dans notre possession de l'Océan Indien, mais bien celle des missionnaires noirs dont nous avons parlé dans nos précédents articles. Les inspirateurs du mouvement furent des

---

ci-après, ont été condamnés par la Cour d'Assises, à plusieurs années de prison. De grands efforts sont actuellement faits dans les milieux révolutionnaires pour déterminer le gouvernement à les grâcier.

pasteurs nègres méthodistes, venus en partie des Etats-Unis.

Leurs agissements, tels qu'ils furent révélés au procès criminel du 18 février 1916, à Tananarive, donneront une idée exacte des procédés employés par ce mouvement pan-nègre sur lequel nos lecteurs sont maintenant renseignés. Rappelons seulement que les éléments pan-nègres les plus avancés ont été, depuis, absorbés par le Communisme et lui ont fourni des agitateurs parfaitement adaptés à leur milieu et à la besogne qu'on attendait d'eux.

Préparée par le lent travail des missions méthodistes noires, la conjuration proprement dite ne se composait encore, en juillet 1913, que d'un triumvirat directeur, d'ailleurs parfaitement choisi. Son chef, le pasteur malgache Ravelojoana, était un homme instruit, très fin, ayant voyagé en Occident, éloquent et écrivant bien. Ses deux adjoints, le pasteur noir Rabary et l'instituteur Razafi-Mahefa,

sortaient aussi de l'ordinaire. De puissants moyens matériels paraissent avoir été, dès l'origine, mis à leur disposition. Restait pour eux à prendre contact avec le milieu extérieur et à recruter les agents de leur propagande.

Ils le firent avec prudence et habileté. Le procédé employé fut l'insertion, dans une revue locale publiée en langue malgache, d'une série d'articles sur le Japon, son redressement patriotique en 1867, ses progrès ultérieurs, sa victoire sur la Russie en 1904-1905, enfin sur l'exemple donné par lui aux races de couleur, qui pourraient, elles aussi, si elles le voulaient, espérer une renaissance nationale.

Nos fonctionnaires coloniaux ne lisent guère les revues indigènes, pour l'excellente raison qu'en général ils connaissent insuffisamment les idiomes locaux — et ce devrait être une raison pour que ce genre de publications ne puisse procéder que de l'initiative officielle.

Mais les lettrés malgaches auxquels s'adressait le sondage du pasteur nègre étaient tous abonnés au *Conseilleur* (c'était le nom de la revue). Ils vinrent individuellement se mettre à la disposition de Ravelojoana et de ses collègues, qui leur donnèrent d'utiles avis. En quelques semaines, fut formé un *Comité Secret de l'Indépendance*, dont les deux pasteurs et l'instituteur ne firent pas partie, mais avec lequel ils restèrent en rapports réguliers grâce à deux agents de liaison, les étudiants malgaches Joseph Robin et Ravoangy, anciens élèves des missions méthodistes noires.

Le *Comité Secret d'Indépendance* fonda ensuite, dans toute l'île, des sections de la « Vy Vato Sakelila », ce qui peut à peu près se traduire par « la dure comme le fer et la pierre » où furent attirés non seulement des Malgaches instruits, mais d'anciens chefs locaux, mécontents et tous ceux qui, par leur état d'esprit ou leur

influence personnelle, étaient jugés capables de seconder un mouvement insurrectionnel.

Les débats du procès criminel de 1916 ont révélé le rituel spécial de cette société secrète, dont les progrès furent extrêmement rapides.

Les séances des sections avaient lieu, de préférence, en rase campagne, dans un lieu écarté et sauvage, dont les abords étaient surveillés par des sentinelles. Les nouveaux initiés amenés mystérieusement se voyaient présenter trois objets symboliques : une hache aiguisée et deux coupes, l'une contenant de la terre malgache, l'autre du sang frais. On leur expliquait ce que cela signifiait : ils devaient se tenir prêts à prendre les armes et à verser leur sang pour la libération de leur sol natal. Ils prêtaient ensuite serment d'obéir aux chefs de l'Association dès que ceux-ci se feraient connaître, d'en répandre la doctrine autour d'eux, de payer une cotisa-

tion égale au centième de leur revenu ou de leur salaire, de s'insurger quand ils en recevraient l'ordre et, en attendant, de garder le secret sur tout ce qu'on leur apprendrait sous peine de mort.

Le président plongeait alors son doigt dans le sang et traçait sur le front des récipiendaires les lettres V. V. S., initiales de la société. Tous les membres présents leur donnaient l'accolade et on leur communiquait les mots de passe et signes secrets des associés. Après quoi, la cérémonie prenait fin par une invocation aux esprits des ancêtres, qu'on suppliait de voir d'un œil favorable la révolte de leurs descendants contre les Français.

La guerre mondiale de 1914 galvanisa les espérances des conjurés. A mesure, en effet, qu'elle absorbait les ressources de la France, il devenait plus douteux que celle-ci ait le temps et les moyens de s'occuper d'une insurrection à Madagascar.

Tous les préparatifs furent faits pour une prise d'armes en janvier 1916 ; mais, avant cette date, le complot était découvert.

Les recruteurs avaient, en effet, commis l'imprudence d'affilier d'anciens élèves des missions catholiques françaises, qui n'avaient pas tardé à regretter de s'être fourvoyés dans un pareil milieu. Leurs révélations amenèrent l'arrestation d'un grand nombre de membres de la V. V. S., que l'on jugea à Tananarive. Trente-quatre chefs furent condamnés à des peines allant de cinq ans de travaux publics aux travaux forcés à perpétuité ; cent quatre-vingt-trois adhérents subalternes furent internés dans des îles voisines ; mais on ne put ni saisir les archives de la société secrète, ni connaître l'ensemble de ses ramifications.

Aussi l'opinion générale, dans la colonie, fut-elle que rien n'était terminé et que le complot aurait une deuxième édition.

SAUVONS NOS COLONIES

C'est à celle-ci que nous assistons actuellement.

Mais les conjurés pan-nègres de 1916 se sont mis à la page.

Bien renseignés sur les dessous de la politique française, ils ont compris que l'appui d'un parti, au Parlement français, serait pour eux un avantage inappréciable. Et ils ont choisi le Parti Socialiste, parce que son influence sur tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 1914 a été évidente. Les élèves des missions méthodistes noires, les anciens affiliés de la V. V. S., ont donc adhéré en grand nombre à la *II*e *Internationale* et ont formé des comités S. F. I. O.

Depuis ce moment, ils ont eu, dans le cabinet du ministre des Colonies et à la Chambre, des défenseurs attitrés et écoutés, qui ont souvent tenu en échec le gouverneur général de Madagascar et fait rapporter ses décisions, comme on le verra dans notre prochain article.

Telle était la situation quand Moscou décida, en 1928, de faire entrer Madagascar dans le champ de son action révolutionnaire immédiate. Le sieur Planque, dont nous parlons plus haut, fut désigné comme agitateur principal et chargé de bolcheviser les Malgaches séparatistes, auxquels le Parti Socialiste n'offrait que des solutions d'attente.

Nous verrons avec quel succès il s'est acquitté de cette tâche.

CHAPITRE V

COMMENT ON PERD UNE COLONIE

V

23 Décembre 1929.

Nous avons dit, dans notre dernier article, que le procès de Tananarive, en février 1916, n'avait pas entraîné la disparition totale de la *Vy Vato Sakelila*, la société secrète malgache formée par les pasteurs méthodistes pan-nègres.

Nous avons montré cette société insurrectionnelle se réorganisant, après la guerre, sous une forme mieux adaptée aux conditions politiques qui prévalaient dans la métropole : celle de comités socialistes S. F. I. O. Nous avons constaté qu'à partir de ce moment les séparatistes malgaches avaient eu, dans le cabinet du ministre des Colonies et à la Chambre des

députés, des défenseurs attitrés et écoutés.

La première préoccupation de nos socialistes français fut, en effet, de faire revenir du bagne ceux des conjurés de 1916 qui avaient été condamnés aux travaux forcés à temps ou à perpétuité. Dans un but « d'apaisement », naturellement, on multiplia les grâces.

C'est ce qui explique que parmi les excitateurs des derniers troubles nous trouvions l'ex-instituteur Razafy, qui paraît bien être le même que Razafy-Mahefa, l'un des trois fondateurs de la *Vy Vato Sakelila*. Ce personnage, qui faisait prêter, il y a quinze ans, sur la hache aiguisée et les deux coupes de sang et de terre, le serment d'exterminer les Français, est aujourd'hui une des lumières du parti socialiste S. F. I. O. à Madagascar ; quelque chose comme un Léon Blum qui aurait revêtu la peau de Joséphine Baker.

A vrai dire, Razafy, stylé par un jour-

naliste français du nom de Dussac, que le parti socialiste lui a donné comme conseil, ne convoque plus ses adeptes à minuit, dans la forêt, pour évoquer les esprits des ancêtres et prêcher l'extermination de nos colons : s'il le fait encore, du moins ne s'en vante-t-il pas. Son programme officiel, plus conforme à la logomachie en usage chez nos socialistes, est tout ensemble réformiste et révolutionnaire.

En premier lieu, il demande le bénéfice de la naturalisation française, en masse, avec tous les droits qui en découlent, pour les indigènes sachant lire et écrire — n'ignorant pas que ces derniers, en grande partie instruits dans les écoles méthodistes noires, sont les pires ennemis de notre domination. Il réclame ensuite la substitution systématique aux fonctionnaires français de fonctionnaires indigènes, qu'on recruterait naturellement parmi les naturalisés de la veille. L'autonomie poli-

tique et économique de l'île viendrait enfin.

De telle manière que Madagascar, civilisé et mis en valeur par le génie français, se détacherait un beau jour de la métropole sans qu'il soit besoin pour cela d'une insurrection violente : un simple vote du Parlement noir créé à Tananarive suffirait.

Il est effrayant de penser qu'un tel programme colonial trouve l'appui, dans la Chambre actuelle, de plus de cent députés socialistes, et vraisemblablement celui de tous leurs alliés de gauche, ce qui double ce chiffre.

Appui singulièrement efficace, comme on l'a vu en 1927.

A cette date, le gouverneur général Olivier, qui paraît avoir fait tout son devoir, obtenait du ministre des Colonies Perrier un arrêté lui donnant le droit de poursuivre les auteurs et distributeurs de publications « susceptibles de porter atteinte

« au respect de l'autorité française à Ma-
« dagascar ». (*Journal officiel* du 21 août 1927.) Cet arrêté visait *l'Opinion*, l'affreux organe séparatiste du sieur Dussac, le journaliste conseil donné par le parti socialiste S. F. I. O. à Razafy et à ses conjurés de la *Vy Vato Sakelila*. Pendant quelques mois, il fallut bien cesser d'exciter les Malgaches à l'insurrection.

Mais la solidarité socialiste veillait. Le citoyen Nouelle, député socialiste de Saône-et-Loire, intervint à la tribune de la Chambre, tandis que M. Auguste Brunet, député républicain socialiste de la Réunion, prenait d'assaut le cabinet du ministre des Colonies.

Ils eurent finalement gain de cause et l'arrêté fut rapporté le 18 décembre 1928, sous le prétexte comique qu'il faisait double emploi avec un projet de loi déposé au cours de la législature précédente et qui, depuis lors, dort du sommeil du juste dans les cartons du Parlement... La campagne

de presse séparatiste recommença immédiatement à Madagascar et le prestige du gouverneur général reçut une atteinte irréparable.

Il est pénible de constater que cette lourde erreur fut commise, non par un cartelliste, mais par un ministre patriote, M. Maginot, qui fut sans doute bien mal conseillé ce jour-là.

C'est vers cette époque que le Communisme, jugeant impossible d'abandonner plus longtemps les séparatistes de Madagascar à l'influence d'un parti rival, mit à son tour sur pied une organisation dans la grande île.

Les chefs en furent deux Français : le délégué Planque, dont nous avons déjà parlé, et un nommé Vittori. Bien munis d'argent, ils eurent pour consigne de faire surtout porter leur propagande sur les ouvriers noirs, de les organiser en syndicats, et de constituer de la sorte un parti avancé, à gauche du parti socialiste, qui se

recrute surtout dans la bourgeoisie nègre.

Bientôt, leur recrutement fut assez considérable pour leur permettre de tenter une action violente, avec le but de rallier autour d'eux tous les ennemis de la domination française.

La circonstance propice s'offrait, précisément.

Le gouverneur général Olivier, dont la fermeté est redoutée, était absent de l'île. Son remplaçant par intérim, M. Berthier, passe pour facile à intimider. Le socialiste Dussac, dont la hardiesse ne connaît plus de bornes depuis qu'il l'a emporté à Paris sur le gouverneur général, annonçait l'intention de faire, à Tananarive, dans la grande salle du cinéma Excelsior, une conférence sur la naturalisation des Malgaches. Cette seule annonce provoquait une grosse agitation parmi les noirs.

Le plus sage, évidemment, eût été d'interdire la conférence.

Le gouverneur intérimaire louvoya : il

permit au citoyen Dussac de parler devant un auditoire européen, mais interdit de laisser entrer les indigènes. C'était offrir aux meneurs communistes l'occasion cherchée de mobiliser leurs troupes noires.

Le 19 mai 1928, elles étaient rassemblées autour de la salle Excelsior, fraternellement mêlées aux nègres socialistes de Dussac et de Razafy, qui collaborèrent étroitement avec leurs congénères communistes à tous les incidents de la journée.

Tout d'abord, les Noirs, conduits par Razafy, tentèrent de pénétrer de force dans la salle et malmenèrent la police qui leur barrait la route. Puis, le socialiste Dussac ayant déclaré qu'il renonçait à prendre la parole, en présence de la décision du gouverneur intérimaire de ne pas admettre les indigènes, ceux-ci l'acclamèrent. Les cris de « mort aux Vahazas ! » (nom sous lequel on désigne les Euro-

péens), et de « Madagascar aux Malgaches ! » ponctuèrent cette manifestation.

Ce n'était qu'un commencement.

Echauffés par les discours de meneurs nègres, et se sentant en nombre (ils étaient environ 3.000), les manifestants se formèrent en colonne, sous une profusion de drapeaux rouges, sortis opportunément on ne sait d'où. Les socialistes Dussac et Razafy, bras dessus bras dessous avec les communistes Planque et Vittori, en prirent la tête.

Bousculant la police, les Noirs se portèrent sur le palais du gouverneur général et l'envahirent. Il y eut là des violences sur lesquelles un voile a été étendu par ordre gouvernemental. Nous savons seulement que les tirailleurs malgaches de garde ne montrèrent (symptôme grave) qu'une médiocre énergie pour repousser leurs compatriotes. Il fallut avoir recours à des tirailleurs sénégalais, qui dispersèrent la manifestation et arrêtèrent une

vingtaine de meneurs, parmi lesquels Dussac, Planque et Vittori.

En bonne justice, ces trois Français, traîtres à leur patrie, eussent dû être immédiatement jugés par un conseil de guerre et condamnés impitoyablement. Cet exemple, fait à temps, eût procuré à l'île des années de tranquillité et sauvé des milliers de vies françaises, qui seront sacrifiées un jour ou l'autre. On ne sera pas surpris d'apprendre que l'action officielle s'exerça dans un sens tout différent: quinze jours plus tard, les trois agitateurs étaient remis en liberté...

Vainement, la population française de Tananarive se réunit, sous le patronage de la Chambre de commerce, et câbla à Paris une protestation dans laquelle elle « mettait le ministre en garde contre l'in-
« tervention possible de parlementaires
« au sujet d'actes de rébellion à allure
« révolutionnaire commis sous la conduite
« de trois meneurs européens ».

Les colons de Tananarive sont loin, et, si on les égorge un jour prochain, eux et leurs familles, leur sang ne se verra pas du Palais-Bourbon.

Tandis que la gauche socialiste et socialisante est là, sous les yeux des ministres, jacassante et vociférante, les harcelant à toute heure par son opposition... Il faut bien faire quelque chose pour la désarmer un moment et obtenir de respirer.

« Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! » disaient les grands ancêtres. Moins solennels, nos ministres s'apprêtent à perdre Madagascar pour qu'on leur... laisse la paix.

C'est ce qui explique que les trois meneurs révolutionnaires, responsables des troubles du 19 mai, comparaîtront *comme prévenus libres*, le 30 décembre, devant la Cour criminelle de Tananarive.

Le gouvernement n'a pas vu d'inconvénient à ce que le *Secours Rouge International*, organisation actuellement poursui-

vie pour « complot contre la sûreté de l'Etat », déléguât à Tananarive un représentant du nom de Foisin, qui sera entendu au procès.

Une telle défaillance couvre, par avance, celle des juges.

CHAPITRE VI

TOUTES NOS INFORMATIONS CONFIRMEES

VI

2 Janvier 1930.

Les organes officiels du Communisme, toujours prompts à célébrer les succès obtenus par Moscou, avaient jusqu'ici gardé le silence au sujet des agissements bolchevistes en Afrique noire. Tout au plus s'étaient-ils risqués à répondre de manière évasive aux soupçons qui s'étaient parfois manifestés, notamment dans la presse conservatrice anglaise. On se rappelle que la *Pravda*, dans l'article que nous avons récemment cité, affirmait « ne pas savoir exactement qui conduit le « mouvement des indigènes ». Elle ajoutait même, avec une innocence délicieuse : « Ce sont *peut-être* des communistes qui « dirigent ces esclaves... »

On comprend aisément le mobile de tant de discrétion. Retarder le moment où la lumière serait faite sur le rôle joué par la *IIIe Internationale* dans la préparation des troubles africains, c'était gagner un temps précieux. Temps que les associations noires américaines ralliées au bolchevisme, et les agitateurs blancs chargés de préparer les émeutes de travailleurs coloniaux, ont su mettre à profit pour exercer leurs ravages, sans avoir à redouter une répression éclairée et méthodique.

La politique coloniale des Soviets s'apparente directement à la guerre camouflée mise à la mode par les Allemands : elle est faite d'infiltrations sournoises et de cheminements cachés. Là aussi, il s'agit de rester terré, invisible, le plus longtemps possible, afin de progresser sans risques, puis d'enlever finalement par surprise la position convoitée... Aussi n'y a-t-il rien de plus important pour les patriotes français, anglais et hollandais, les

plus menacés au point de vue colonial, que de découvrir les trames ourdies par les ennemis de la Civilisation et de projeter sur elles le jour cru de la publicité.

La campagne que nous menons, depuis plusieurs semaines, au sujet de la conspiration communiste en pays nègre, les précisions dont nous l'avons nourrie, ont fait comprendre aux dirigeants soviétiques que l'heure était passée où ils pouvaient utilement dissimuler. A regret, ils se sont résignés à jeter le masque. Un communiqué de l'agence officielle *Tass*, en date de Moscou 23 décembre, nous en apporte la nouvelle.

C'est sous la forme d'un compte rendu de réunion internationale que nous est présentée cette revendication de responsabilités qu'on déclinait effrontément hier encore.

Il s'agit de la séance tenue à Moscou, le 21 décembre, par le Comité central de l'Internationale Syndicale Rouge.

SAUVONS NOS COLONIES

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer que cette organisation groupe, à côté des syndicats où sont incorporés obligatoirement les ouvriers russes, toutes les formations syndicales communistes que les Soviets inspirent et subventionnent à l'étranger, au premier rang desquelles notre C. G. T. U. Les groupements d'ouvriers noirs, qui sont la cheville ouvrière de l'agitation séparatiste africaine, sont rattachés à ce Directoire du Syndicalisme révolutionnaire. En sorte qu'on y a vu, en août 1928, le cégétiste unitaire Racamond siéger auprès d'inquiétants fils de Cham, tout proches encore de l'anthropophagie originelle.

Ce sont les délégués des nègres d'Amérique qui ont fait les frais de la séance du 21 décembre.

A ce que nous apprend l'agence *Tass*, l'un d'eux, qui répond au nom romantique de Padmore, a rendu compte du récent Congrès nègre de Cleveland, ainsi que des

efforts qui ont été faits pour établir un accord permanent entre les organisations ouvrières noires et les syndicats d'ouvriers blancs américains. Il paraît que des résultats sérieux ont été obtenus dans ce sens.

Ceux qui ont la charge de la paix sociale aux Etats-Unis sont avertis : ils feront bien d'être vigilants...

Après quoi, un autre délégué, du nom de Wilson, a rendu compte « *de l'importance du travail accompli parmi les nègres, NON SEULEMENT AUX ETATS-UNIS, MAIS AUSSI DANS LES COLONIES BRITANNIQUES* ». Ce point de vue fut, paraît-il, repris et développé par Heller, puis par Losowsky, le premier membre du bureau, le second secrétaire général de l'Internationale Syndicale Rouge.

Pour brève que soit l'information de l'agence *Tass*, elle constitue, on le voit, une confirmation formelle de ce que nous

avons dit sur le rôle joué par les Soviets dans l'agitation déchaînée en Afrique. Elle montre aussi, en plein accord avec nos renseignements, que la base négro-américaine est utilisée pour cette campagne dans le Continent noir. Ne pouvant contester les précisions que nous avons apportées, les conjurés moscovites se décident à avouer.

Il y a quelques jours, les schismatiques du Parti Communiste français, réunis à la mairie de Clichy, déclaraient dans un document officiel, signé de six conseillers municipaux de Paris, qu'il est devenu impossible de conspirer en sécurité dans les rayons et cellules, les réunions les plus secrètes étant connues d'avance et « les « circulaires les plus confidentielles pa- « raissant le lendemain dans *L'Ami du* « *Peuple* »...

Il ne nous déplaît pas de joindre à cet aveu de l'adversaire, constatant l'exactitude de nos informations françaises, cet

autre aveu venu de Moscou, qui prouve que nous n'étions pas moins bien renseignés en ce qui concerne les modalités du complot colonial.

C'est au moment où notre campagne vient, une fois de plus, de démasquer les tortueuses intrigues de Moscou, que nous parvient la nouvelle des puérilités diplomatiques échangées à Londres entre M. Sokolnikof, ambassadeur des Soviets, et le secrétaire d'Etat britannique aux Affaires étrangères.

Le gouvernement de M. Ramsay Mac Donald avait affirmé, aux Communes et à la Chambre des Lords, au cours du débat sur le rétablissement des relations avec la Soviétie, que « toutes les précautions seraient prises » pour empêcher la propagande communiste de se poursuivre, tant en Angleterre que dans les possessions au delà des mers. On sait maintenant en quoi consistent ces précautions. Il s'agit d'une clause du protocole anglo-soviétique

du 3 octobre, par laquelle se trouve confirmé l'article 16 du traité du 8 août 1924, qui interdisait la propagande communiste en territoire britannique.

Poussant la dérision jusqu'à ses dernières limites, à l'égard d'une puissance *que, jadis, on ne bafouait pas impunément,* M. Sokolnikof n'a pas craint de formuler comme suit la promesse de ne plus, à l'avenir, fomenter l'insurrection dans les colonies anglaises :

« Ayant aujourd'hui présenté à S. A. R.
« le prince de Galles les lettres qui m'ac-
« créditent en qualité d'ambassadeur de
« l'Union des Républiques Soviétiques
« auprès de S. M. le roi, j'ai l'honneur, au
« nom du gouvernement des Soviets, de
« confirmer l'engagement contenu dans
« l'article ci-dessus mentionné et de vous
« informer que le gouvernement de l'U-
« nion soviétique considère que cet enga-
« gement entre lui et le gouvernement
« anglais *entre dans toute sa vigueur.* »

M. Henderson, au nom du gouvernement britannique, s'est déclaré satisfait de cette formule et l'a employée à son tour dans sa réponse officielle.

Tout se trouve, ainsi, expliqué et aplani.

Si les Soviets, reconnus *de jure* par le traité anglo-russe de 1924, ont profité des facilités diplomatiques de tout ordre qu'on leur donnait imprudemment pour provoquer en Angleterre une grève générale révolutionnaire et allumer l'incendie dans les colonies britanniques, c'est que l'article 16 du traité, qui leur interdisait la propagande communiste en territoire anglais, n'était pas encore « entré dans toute sa vigueur »...

Donc, n'est-ce pas, point de reproche à leur faire ?

Tandis qu'aujourd'hui, c'est M. Sokolnikof qui l'assure au nom des Commissaires du Peuple, il en va tout différemment : la propagande va cesser comme par miracle, l'article 16 du traité de 1924, jusque-là

tenu pour inexistant, entrant, enfin, « dans toute sa vigueur ».

Vous saisissez la différence ? M. Henderson en a été illuminé.

Et sa reconnaissance envers les Soviets, pour cette belle trouvaille, est si grande qu'il se propose, non content de les reconnaître lui-même, au nom du gouvernement anglais, de les faire reconnaître par chaque Dominion britannique en particulier.

Si les Dominions se laissent persuader, une nuée de diplomates et d'attachés soviétiques, sous le couvert de l'exterritorialité, ira au Canada, au Cap, en Australie, fournir des chefs aux mouvements séparatistes inspirés et subventionnés par les Soviets.

Si, comme il est probable, les Dominions ne se laissent pas convaincre, M. Sokolnikof aura beau jeu pour dire qu'il leur a offert de « faire entrer dans toute sa vigueur » le traité signé en 1924, et qu'ils

ne l'ont pas voulu. Ils ne pourront donc pas se plaindre si les agents des Soviets intensifient chez eux leur propagande, dont les moyens ordinaires sont, on le sait, l'assassinat et l'insurrection.

Le gouvernement de MM. Ramsay Mac Donald et Henderson trouve ces choses justes et raisonnables et une partie considérable du corps électoral anglais paraît être de son avis.

Si le spectacle de la maison du voisin livrée aux cambrioleurs et mise au pillage pouvait être une consolation quand on est soi-même soumis à un sort non moins funeste, ce qui se passe dans la vieille Angleterre nous soulagerait un peu des trahisons dont la France est victime.

Mais ce sentiment sans noblesse serait la dernière des déraisons : dans l'état actuel des problèmes mondiaux, tout ce qui affaiblit l'un des deux grands peuples civilisés empire la situation de l'autre.

CHAPITRE VII

LES FRUITS DU RAPPROCHEMENT AVEC LES SOVIETS

VII

16 Janvier 1930.

Le rapprochement diplomatique avec les Soviets, que M. Ramsay Mac Donald a imposé à l'Angleterre comme M. Herriot l'a imposé à la France, continue à porter ses fruits amers.

Depuis que le fameux article 16 du traité de 1924, qui interdit la propagande communiste en territoire britannique, est enfin « entré dans toute sa vigueur », suivant la joyeuse expression de l'ambassadeur Sokolnikof, les sujets de S. M. George V assistent à un véritable déchaînement d'agitation bolcheviste.

Un journal quotidien, créé à Londres avec l'or de Moscou, le *Daily Worker*, digne pendant de notre *Humanité*, a com-

mencé à paraître le jour même où le représentant des Soviets était admis à présenter ses lettres de créance : depuis lors, il excite quotidiennement les soldats, les marins et les fonctionnaires anglais à la désobéissance et à la création de comités secrets insurrectionnels. Plusieurs centaines d'agitateurs étrangers, arrivés avec les bagages de l'ambassadeur et camouflés en agents diplomatiques, secondent activement cette propagande.

Peine perdue, dira-t-on ? Les soldats anglais, recrutés par voie d'engagement volontaire, sont bien payés, bien logés, admirablement équipés et nourris : leur milieu est donc, par nature, hostile aux suggestions soviétiques. D'autre part, la discipline des marins anglais est connue. Quant aux fonctionnaires anglais, ce sont des gentlemen, que tout éloigne de la Révolution.

Il y a beaucoup de vrai dans tout ceci. Cependant, si l'armée anglaise est à ce

point réfractaire aux menées des agents bolcheviks, comment se fait-il qu'un conseil de guerre ait, récemment, tenu séance pendant dix-huit jours pour juger les membres d'une cellule communiste formée dans un corps d'élite, le régiment de Highlanders en garnison à Kingston (Jamaïque) ? Cette cellule avait provoqué une mutinerie en règle, au chant du *Drapeau rouge*, l'hymne favori de Lénine ; des officiers avaient été insultés et frappés : il était par conséquent impossible de ne pas s'apercevoir de son existence. Mais est-il certain que d'autres cellules, plus prudentes dans leurs manifestations extérieures, n'existent pas dans d'autres corps ?

Si la discipline des marins britanniques est à ce point inébranlable, pourquoi, dès juillet 1928, le Congrès mondial de la *III*e *Internationale*, à Moscou, enregistrait-il avec satisfaction les progrès accomplis par le recrutement communiste dans le

personnel mécanicien de la flotte anglaise ? Un mécanicien résolu à saboter peut causer, aujourd'hui, beaucoup plus de mal à son navire qu'un pointeur ou qu'un timonier. Il est inquiétant de constater que Moscou était déjà satisfait, il y a dix-huit mois, de l'état d'esprit qui régnait dans les salles de chauffe de la marine royale. Ce n'est pas l'avènement de M. Ramsay Mac Donald et l'arrivée des agitateurs moscovites qui amélioreront cet état de choses[1].

Fidélité des soldats anglais, discipline des marins anglais, loyalisme des fonctionnaires anglais, tout cela a existé et existe indiscutablement encore. Tout cela s'effrite, cependant, et doit s'effriter davantage dans la mesure où il sera permis à la propagande communiste de se déve-

1. Depuis l'époque où cet article a été écrit, trois mutineries se sont produites dans la flotte britannique. L'une d'entre elles a entraîné la condamnation à des peines de prison de plus de quarante matelots. **Le rapprochement avec les Soviets continue à opérer.**

lopper librement : la goutte d'eau finit par user la pierre. Quelques années avant la Révolution bolcheviste, le dévouement fanatique de l'armée russe envers son empereur était aussi un dogme incontesté. Le jour du malheur venu, elle a versé, tout compte fait, très peu de sang pour sa défense.

C'est surtout dans les « territoires au delà des mers », comme s'exprime le titre officiel du souverain britannique, que les intrigues de Moscou sont couronnées de succès. Partout où il existe un élément indigène susceptible d'être surexcité contre les dominateurs blancs, l'agitation bat son plein, et, çà et là, le sang coule. La situation devient rapidement sans issue en Egypte et aux Indes, où quelque explosion formidable se produira un jour prochain. Nous avons étudié, et nous n'y reviendrons pas, l'action des agents bolcheviks dans la préparation des désordres sanglants qui se sont produits en Guinée

et dans l'Afrique du Sud. Mais chaque jour apporte son contingent de nouvelles inquiétantes.

La semaine dernière, c'était aux îles Samoa que la révolte éclatait : huit policiers anglais et une soixantaine d'indigènes étaient tués ou blessés. Cause de cet égorgement : le retour de l'agitateur soviétique Smythe, condamné à la déportation il y a deux ans, qui venait d'être gracié sous la pression des travaillistes. Trois mille indigènes attendaient son débarquement à Apia, drapeaux rouges déployés et chantant *L'Internationale*, traduite en polynésien. L'apparition du représentant de Staline fut le signal d'une collision sanglante avec la police britannique. Depuis lors, si le calme est rétabli à Apia, les troubles continuent dans les autres îles.

Presque simultanément, la fusillade éclatait dans la magnifique colonie anglaise de la Nigeria. Les ouvriers noirs

au service des compagnies coloniales anglaises ont été, depuis quelques mois, groupés par les agitateurs bolcheviks dans des syndicats adhérents à l'*Internationale Syndicale Rouge* de Moscou. Leurs délégués ont choisi pour terrain de conflit la « participation aux bénéfices » et l'ont réclamée en se servant du vocabulaire communiste le plus pur. Econduits, ils ont donné aux Noirs le signal de la grève générale, devenue immédiatement révolutionnaire : plusieurs factoreries ont été pillées, divers entrepôts et le poste de police de Quaïbo furent incendiés. Là aussi, il y a eu combat : quinze morts à Opobo et trente à Uyon, sans parler des blessés. Il semble, d'ailleurs, que l'agitation ne fasse que commencer dans ce vaste territoire, absolument tranquille depuis le siècle dernier.

En présence de cette pluie de mauvaises nouvelles, l'opinion britannique garde un calme admirable.

Cela tient pour une part à l'ignorance des masses ouvrières anglaises, en grande partie rangées derrière M. Ramsay Mac Donald. On leur a dit que la reprise des relations diplomatiques avec les Soviets allait atténuer le chômage en amenant de grosses commandes russes. Et elles croient dévotieusement qu'il en sera ainsi.

Elles ne songent pas un instant qu'au cas même où ces commandes seraient exactement payées à l'échéance, ce qui est infiniment douteux, l'Angleterre perdrait encore, et beaucoup, au nouvel état de choses. Chaque incident sanglant, provoqué par les bolcheviks aux colonies, chaque boycottage du commerce britannique, comme hier en Chine, comme aujourd'hui aux Indes, coûte dix fois plus à la prospérité britannique que ne peut rapporter le rétablissement du trafic avec la Russie. Mais concevoir cela exige un effort cérébral dont la masse travailliste est incapable.

Les conservateurs anglais, eux, se consolent du mauvais vent qui souffle sur leur pays en se disant que M. Ramsay Mac Donald ne restera pas des années au pouvoir, ce qui est bien possible, et qu'il sera toujours temps, après sa chute, de remettre de l'ordre dans la maison, ce qui nous paraît moins certain.

On n'éteint pas à volonté l'incendie allumé par les incendiaires de Moscou. Les cellules militaires et maritimes qu'ils sont en train de créer ne se découvriront pas en un jour quand on le désirera, et l'espoir de l'indépendance, qu'ils font naître au cœur de populations primitives, sera long à en disparaître. Même si M. Sokolnikof et sa suite doivent reprendre le bateau dans six mois, ou dans un an, l'ébranlement causé par leur venue en Angleterre continuera à produire ses effets longtemps après leur départ.

Sur un point, toutefois, le sort présent de l'Angleterre nous paraît préférable au

nôtre : elle est régulièrement renseignée par sa presse, sans distinction de nuances, sur les événements de nature révolutionnaire qui se déroulent dans ses colonies. Le public pensant garde ainsi, chez nos voisins, la possibilité de s'émouvoir et de se ressaisir.

On ne saurait dire qu'il en va de même chez nous.

Sans les révélations que nous avons publiées ici même, l'opinion française ignorerait encore les dessous négro-américains de l'agitation qui se manifeste en Afrique. Elle continuerait à ne pas voir le péril auquel nous expose l'introduction du syndicalisme chez les Noirs. Elle apprendrait, par quelque note énigmatique, qu'un tribunal assemblé à Madagascar a jugé des séparatistes.

La presse dite « d'information » joue, en cela comme en d'autres matières, son rôle habituel d'éteignoir.

Et avec quel succès !

SAUVONS NOS COLONIES

N'a-t-elle pas réussi à détourner, jusqu'ici, l'attention de la révolte qui s'est produite en Afrique Equatoriale Française, révolte à laquelle, pendant plus de deux mois, plus de dix mille guerriers nègres ont pris part ?

A peine a-t-il été fait de timides allusions à cette sanglante rébellion, que nos soldats ont eu grand mal à réprimer.

C'est à Paris, cependant, qu'elle avait été organisée, au sein d'officines communistes, dont la non-fermeture est un scandale intolérable.

CHAPITRE VIII

LES INTELLECTUELS NOIRS AUX ORDRES DE MOSCOU

VIII

27 janvier 1930.

Un homme d'Etat sud-africain, le général Smuts, fait en ce moment un voyage d'études aux Etats-Unis. Il y est accueilli par les articles haineux de cette presse négro-américaine dont nous avons montré le vaste développement et l'influence sur dix millions d'hommes de couleur.

On lui reproche de façon passionnée d'avoir établi, comme premier ministre sud-africain, le mode de travail actuellement en vigueur pour les ouvriers noirs : engagement de plusieurs mois, ou de quelques années, mais avec interdiction à la famille nègre de venir s'établir dans les centres où l'ouvrier travaille, afin de conserver aux villes et aux ports un carac-

tère européen. Cette mesure de police est présentée comme le comble de la barbarie et les Noirs américains menacent celui qui en fut l'auteur de manifestations hostiles, qui préoccupent le gouvernement de Washington.

Ainsi se trouve attestée cette solidarité pan-nègre dont nous avons fait l'historique et qui joue actuellement au bénéfice des Soviets, ceux-ci ayant gagné presque tous les chefs possibles de la race noire, tant par de larges subventions que par des espérances illimitées de domination à venir.

Nous avons montré que l'action bolchéviste utilise indifféremment sur le continent noir deux sortes d'agents : 1° les missions négro-américaines et leurs disciples, qui bénéficient de l'identité de couleur, du prestige inhérent à leur caractère religieux, enfin de la connaissance du dialecte des populations qu'elles sont censées évangéliser; 2° les meneurs syndica-

listes, blancs ou métis, qui trouvent un écho facile parmi les ouvriers noirs agglomérés dans les ports et les centres d'exploitation et qui en profitent pour les grouper en sections de l'Internationale Syndicale Rouge et pour les exciter à la grève générale, signal des pillages, des incendies et des assassinats de Blancs.

Il existe cependant en Afrique d'immenses régions trop primitives pour que ces deux catégories d'agents puissent y être employées : les missions négro-américaines n'y ont pas pénétré et, l'industrie y étant encore à ses débuts, l'heure des syndicats d'ouvriers noirs n'a pas sonné. La population des villages y stagne dans une oisivité absolue, vivant chichement de ce que la forêt tropicale lui donne sans travail, dormant le jour ou dansant devant ses cases au son du tam-tam, et célébrant, la nuit venue, les rites sanglants de la sorcellerie nègre.

Pour ces non-civilisés, l'obligation du

travail, partout où elle est apportée par les Blancs, apparaît comme une contrainte abominable. D'où un mécontentement latent, qui ne disparaîtra guère qu'à la deuxième génération, avec la mise en valeur du pays et l'enrichissement des Noirs.

L'œil attentif des Soviets ne pouvait manquer de distinguer ce mécontentement. Leur ingéniosité diabolique a trouvé le moyen de l'utiliser pour créer de nouvelles et graves difficultés aux puissances civilisatrices. Et il convient d'admirer l'ingéniosité avec laquelle ils ont organisé cette troisième forme d'agitation, qui a trouvé son expression la plus parfaite dans l'Afrique Equatoriale Française.

Tout d'abord, comme on fait précéder un assaut d'une préparation d'artillerie, les dirigeants communistes se sont préoccupés d'influencer l'opinion par une campagne de presse. Mais ils n'ont eu garde

d'utiliser, pour la mener, leurs organes ordinaires, dont les mensonges incessants n'atteignent qu'un public restreint. Visant à impressionner les milieux bourgeois, ils ont recruté un personnel de publicistes, allant depuis certain administrateur colonial de race noire jusqu'à des professionnels de l'enquête à sensation. Et ils ont lâché ces émissaires sur nos colonies de la côte occidentale, avec mission de rapporter de l'intérieur des études indignées qui ont paru simultanément soit en librairie, soit dans certains organes de la presse dite « d'information ».

Ces auxiliaires de Moscou, dont certains ont du talent, ont bien gagné l'argent de l'ambassade soviétique. Pour ceux qui les ont lus, et qui se sont imaginé qu'ils étaient de bonne foi, la cause est entendue : la colonisation française se montre, en pays noir, cruelle, impitoyable. Elle a abusé de la tyrannie sous toutes ses formes, au point d'avoir amené une ré-

duction sensible de la population de couleur et de menacer celle-ci d'extermination. Et les enquêteurs de souligner ce fait que l'Afrique Equatoriale Française, qui comptait quatre millions d'habitants en 1911, n'en a plus aujourd'hui que deux millions et demi. « Voilà bien la preuve, s'écrient-ils, que le régime auquel sont soumis les nègres est intolérable: ils meurent parce qu'ils ne peuvent l'endurer. »

Ces bons apôtres négligent d'indiquer que, depuis 1911, la mouche tsé-tsé, originaire du Zambèze, a envahi l'Afrique Equatoriale et y a propagé l'épouvantable maladie du sommeil. Des villages entiers ont succombé, et bien des Français ont été eux-mêmes atteints. A moins de prétendre que la migration de la tsé-tsé est une manœuvre capitaliste dirigée contre le prolétariat noir, il faut bien admettre que la réduction de la population n'a rien à voir avec nos méthodes coloniales.

Tout au plus peut-on regretter que nous

n'ayons opposé à l'épouvantable fléau que dix-sept médecins ou officiers de santé, répartis sur un territoire grand quatre fois comme la France. Mais ce n'est pas en prêchant aux nègres l'assassinat des Blancs que l'on déterminera les jeunes élèves de nos facultés à devenir médecins coloniaux.

En même temps que ces accusations odieusement injustes étaient portées contre nos administrateurs et nos soldats, dans le but de préparer les esprits à la nouvelle de troubles indigènes, le principe même de notre présence dans ces régions était farouchement attaqué à la tribune de la Chambre.

Sans être même interrompu par le « technicien » Bouisson, le communiste Piquemal déclarait appeler de ses vœux l'instant où nos colons seraient jetés à la mer par les nègres soulevés. « La révolte des Noirs d'Afrique, disait-il, appuyée sur le mouvement des prolétaires d'Europe,

aboutira à votre chute et au triomphe du communisme révolutionnaire ». En attendant cet heureux moment, il réclamait pour les nègres de la grande forêt, recrutés en vue de corvées d'intérêt public, la journée de huit heures et le droit syndical.

Le *Bureau International du Travail* est une des officines, et peut-être la plus suspecte, de la Société des Nations. Des influences bolchévistes s'y sont manifestées à maintes reprises. Faisant écho à la campagne de presse amorcée et au discours de Piquemal, cet organisme se hâta de se déclarer contre le « travail forcé » dans les colonies, et en donna la définition suivante : « Tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour l'exécution duquel ledit individu ne s'est pas offert de son plein gré ». Admirable formule, qui s'applique exactement, non seulement *au service militaire* obligatoire, mais aussi aux vulgai-

res *prestations en nature* inscrites à peu près dans tous les codes européens.

Le Noir devenait ainsi un être privilégié, pourvu de droits inconnus à l'Européen.

Le terrain se trouvait moralement préparé en vue d'événements décisifs dans l'intérieur de nos colonies africaines. Restait à provoquer ces événements et à leur donner toute la gravité possible. Il se trouva que le communisme s'était, pour cela, assuré de longue date le concours d'agitateurs recrutés parmi les anciens combattants noirs de la Grande Guerre, et spécialement parmi les intellectuels.

Tous ces combattants n'étaient pas, en effet, de pauvres nègres arrachés de force par la réquisition à leurs cases de bambous, comme on le voit dans les romans anticolonialistes des écrivains bolchéviks. Beaucoup appartenaient à des familles ayant déjà bénéficié de la civilisation apportée par les Blancs.

En général, le patriarche noir, enrichi par la culture des arachides ou le commerce des noix de coco, rêve pour le plus intelligent de ses fils le destin des chefs blancs et sait que les parchemins universitaires peuvent rendre les fonctions publiques accessibles aux conquis. Il envoie donc, à grands frais, son rejeton au lycée européen, lui fait conquérir le baccalauréat généralement suivi de la licence en droit, et s'attend à le voir revenir pour le moins administrateur colonial.

Des déceptions suivent souvent ce dressage universitaire, dont l'utilité n'apparaît pas très bien pour la jeune bourgeoisie nègre, à moins qu'on ne veuille absolument l'amener à fournir des cadres aux mouvements séparatistes de son pays d'origine.

Dépité, après l'effort qu'il a fait, de ne pas voir toutes les carrières s'ouvrir devant lui, de n'être pas accueilli partout et par tous, le jeune licencié noir ressent

plus vivement que s'il n'avait pas quitté l'Afrique, la distance sociale qui le sépare des Blancs. Il a le sentiment d'une injustice profonde, irrémédiable, puisqu'il a, aussi bien que le fils de l'hôtelier qui le loge ou du tailleur qui l'habille, répondu aux examinateurs et conquis sa peau d'âne. Or, la croyance à une injustice, quand elle ne s'adoucit d'aucune espérance, tend fatalement à faire des révoltés.

La Grande Guerre a passé là-dessus, et le jeune intellectuel noir y a pris part, parfois même s'y est distingué. Du coup, le prestige des Blancs est descendu d'un nouveau cran dans son estime. Ces Allemands, qu'on a vaincus, sont *des Blancs*, des Blancs semblables aux Français et aux Anglais, qui sont les maîtres de l'Afrique. Et ces derniers n'ont pu vaincre qu'avec l'aide des soldats noirs dont, avec l'esprit de sa race, il ne manque pas de s'exagérer fortement le rôle.

Dès lors, pourquoi, puisqu'enfin un Noir vaut un Blanc, sur le champ de bataille comme sur les bancs du lycée, les Noirs ne secoueraient-ils pas le joug de la race conquérante? Et pourquoi aussi — car il a lu l'histoire de Toussaint Louverture — ne serait-il pas, lui, l'initiateur de la révolte, le grand homme qui s'immortalisera en libérant sa patrie et en chassant les Blancs?

C'est à ce moment que l'émissaire bolchévik, souriant, sournois, oblique, s'approche et fait ses offres de service : « Les Soviets s'intéressent au sort des nègres; ils donneront pour les libérer tout l'or qu'il faudra; ils appuieront les révoltés par leur diplomatie, leur presse et leur organisation internationale. Le jeune licencié noir n'a qu'à entrer dans le Parti communiste : il sera subventionné, épaulé, protégé contre le pouvoir des Français, mis à même de réaliser son rêve... » Com-

ment et pourquoi résisterait-il à la tentation? Il cède.

Et les ligues de « *Défense de la race noire* », de « *Libération des travailleurs noirs* », etc... toutes inspirées, financées et dirigées par Moscou, comptent un agitateur de plus.

Cette histoire est celle de presque tous les agitateurs noirs contemporains, des Touvalou, des Senghor, d'autres encore que nous montrerons à l'œuvre dans notre prochain article.

CHAPITRE IX

LA LIGUE DE DEFENSE DE LA RACE NEGRE

IX

29 janvier 1930.

Nous avons parlé des intellectuels noirs, imprudemment pourvus d'un bagage de connaissances européennes sans utilité pour eux, puis abandonnés aux déceptions que leur réserve l'atmosphère de la métropole, et qui finalement passent au service de Moscou et fomentent l'insurrection dans nos colonies.

Leur type le plus parfait est le Dahoméen Kodjo Kénoum, plus connu sous le nom de « prince Touvalou ».

Fils d'un commerçant nègre de Kotonou enrichi par la conquête française, le jeune Kodjo Kénoum, fort intelligent, fut envoyé de bonne heure à Bordeaux pour

y faire ses études. Il conquit la licence en droit et il allait s'orienter vers l'administration coloniale quand la guerre éclata. Il prit rang dans les troupes noires envoyées sur le front français, se comporta très honorablement au feu et fut même, dit-on, blessé. Jusque-là, on le voit, rien que de très favorable.

C'est après la démobilisation que la carrière du jeune intellectuel noir change tout à coup d'orientation, à la suite d'un incident qui fit quelque bruit.

Bien pourvu d'argent par le vieux commerçant dahoméen qu'enorgueillissait l'ascension sociale de son rejeton, Kodjo Kénoum fréquentait volontiers les établissements de plaisir. Un soir, à Montmartre, des fêtards américains, choqués du voisinage de ce nègre en habit, exigèrent et obtinrent son expulsion, qui n'eut pas lieu sans résistance. L'affaire fut portée en correctionnelle. Le gérant trop complaisant dut verser des dommages et

intérêts à Kodjo Kénoum, qui récolta un beau succès de sympathie. L'opinion trouva tout naturel qu'un brave soldat noir, dont l'attitude était correcte, pût s'amuser un peu dans ce Paris qu'il avait contribué à défendre.

Mais la propagande soviétique avait déjà repéré le jeune intellectuel couleur d'ébène.

Ses émissaires l'assiégèrent quotidiennement, exploitèrent le ressentiment que lui avait laissé l'incident de Montmartre, lui démontrèrent que le communisme seul pourrait donner aux nègres l'égalité sociale, à laquelle ceux qui ont reçu l'éducation européenne tiennent peut-être plus qu'à l'égalité inscrite dans les lois. Ils firent si bien qu'ils déterminèrent Kodjo Kénoum à devenir, en France, le champion de la race noire et à accepter, pour jouer ce rôle, les subsides de Moscou.

Renonçant, dès lors, à l'administration coloniale, le Dahoméen se fit inscrire au

barreau de Paris et fonda un journal, *Les Continents*, dans lequel il inséra docilement les diatribes de la *III*e *Internationale* contre l'exploitation des colonies par le capitalisme européen. En même temps, il jetait, en 1924, les bases de la *Ligue de Défense de la race noire*, qui a plusieurs fois changé de local, d'organe et de président, depuis cette époque, mais qui n'a pas cessé d'être une dépendance de la Section coloniale du Parti communiste, 120, rue Lafayette.

A ce titre, Kodjo Kénoum était devenu un des collaborateurs du trop célèbre Doriot, qui avait alors la délégation générale de Moscou pour tout ce qui concernait l'agitation à provoquer dans les colonies françaises.

Est-ce le « soldat d'honneur de l'Armée rouge » qui fit comprendre au fils du commerçant nègre de Kotonou que son titre de licencié en droit était insuffisant pour provoquer l'enthousiasme des « camara-

des » et qu'il fallait trouver quelque chose de plus sensationnel? C'est fort possible.

Toujours est-il que le fondateur de la *Ligue de Défense de la race nègre* cessa, vers cette époque, de s'appeler Kodjo Kénoum et prit officiellement le titre de « prince Touvalou ». Il se donnait maintenant pour le petit-fils de Béhanzin, le dernier roi du Dahomey, détrôné par nous, et laissait entendre dans les réunions publiques qu'il faisait sur l'autel du communisme, et pour la libération de ses frères noirs, le sacrifice des droits de la dynastie Gléglé.

Cette usurpation de descendance lui valut un incontestable prestige dans les milieux communistes parisiens. Mais elle vint malheureusement à la connaissance du père de Kodjo Kénoum qui, dans son Dahomey lointain, prit fort mal le désaveu de sa progéniture. Il coupa les vivres à son fils, le renia à son tour et l'informa qu'il le déshéritait. Celui-ci fut, dès lors,

réduit aux subsides de la *IIIe Internationale*, qui exigea de lui des actes plus positifs que les réunions au Quartier Latin et les communiqués aux journaux.

L'heure de l'insurrection des Noirs, si souvent annoncée, était venue.

C'est aux Etats-Unis que se trouve, nous l'avons dit, la base d'opération des Soviets en pays noir. C'est là que l'on forme, en vue de l'action dans telle ou telle région africaine, les propagandistes qui iront exciter à l'insurrection des populations longtemps paisibles. C'est vers les Etats-Unis que l'on dirigea Kodjo Kénoum, en le recommandant chaudement à Marcus Garwey, l'intellectuel nègre que le Congrès de Maddison Square a proclamé, il y a une dizaine d'années, « président de la République libre d'Afrique ».

Depuis qu'il a lié partie avec les Soviets et qu'il a fait reconnaître par eux son titre politique et son pouvoir éventuel, Marcus Garwey dispose de ressources bien supé-

rieures à celles qu'il possédait comme chef d'une Ligue internationale des Noirs. Il est entouré d'un véritable protocole de chef d'Etat, et on ne l'aborde pas sans difficulté. Des secrétaires nombreux l'assistent et dirigent des bureaux distincts, correspondant aux diverses régions africaines et aux pays du monde où existe une population nègre.

Toute cette administration, déclarent ouvertement ses collaborateurs, est prête à se transporter dans la colonie noire qui sera la première délivrée du joug des Blancs, en attendant que l'Afrique tout entière soit libérée.

Un enthousiasme permanent, cet enthousiasme nègre qui ne pèse aucune difficulté, règne dans ces milieux qu'encourage le souvenir de l'insurrection de Saint-Domingue, finalement victorieuse même des troupes de Napoléon. On y surveille de près les fautes d'administration des puissances colonisatrices ; on y utilise

l'appui et l'argent des Soviets, considérés comme les ennemis de la suprématie de la race blanche; on y escompte jusqu'à la bienveillance de la diplomatie américaine, que l'on suppose peu favorable à l'existence de vastes empires coloniaux européens.

Le faux prince Touvalou fut accueilli à bras ouverts par Marcus Garwey et son entourage. Après un séjour de plusieurs mois au Etats-Unis, il reçut une importante mission : celle de constituer un parti séparatiste au Dahomey et, en même temps, de provoquer des troubles dans l'arrière-pays de la côte du Bénin.

Il partit en compagnie de cinq autres agitateurs nègres et, pour ne pas attirer l'attention, prit terre à Akkra, dans la colonie anglaise de la Côte de l'Or. De là, par l'intérieur, il gagna le Togo, territoire sous mandat français. Il s'apprêtait à passer plus avant, quand il fut arrêté sur mandat du parquet de Kotonou. Ses com-

pagnons avaient déjà pris congé de lui ; d'ailleurs, l'ordre d'arrestation ne les concernait point.

Nos magistrats du Dahomey n'avaient, en effet, été saisis d'aucun avis concernant la mission communiste de Kodjo Kénoum et de sa suite. Ce sont matières qui ne préoccupent guère notre gouvernement! Et ce dernier ne savait même pas la destination prise par le faux prince Touvalou depuis son départ de Paris...

Mais le hasard y avait pourvu. Avant de quitter Paris, le président de la « *Ligue de Défense de la race nègre* », privé des ressources paternelles, avait émis divers chèques sans provision. Une instruction avait été ouverte contre lui, et le parquet de Kotonou, lieu de naissance de Kodjo Kénoum, en était informé. Ce fut donc, banalement, pour escroquerie, qu'on arrêta le prétendu descendant de la dynastie Gléglé quand sa présence fut signalée dans le Togo.

Ceux qui ordonnèrent cette capture n'en soupçonnaient pas l'importance et ce n'est que plus tard, en reconstituant la route que Kodjo Kénoum avait suivie, qu'ils eurent connaissance des liens qui l'unissaient à Marcus Garwey et à son gouvernement pan-nègre, allié des Soviets.

Plus de trois ans ont passé depuis lors, et il n'est plus question du faux prince Touvalou dans les réunions communistes. Mais la « *Ligue de Défense de la race nègre* » lui a survécu.

A l'heure même où son fondateur était arrêté au Togo, elle s'assemblait pour désigner — rétrospectivement — Lénine pour son président d'honneur perpétuel et Me Henry Torrès pour son conseiller juridique.Elle décidait, en même temps, la publication du journal *la Voix des nègres*, devenu depuis *la Race Nègre.*

Des éditions spéciales de cet organe insurrectionnel, imprimées en dialectes in-

digènes, ont été introduites dans toutes nos colonies de la côte occidentale d'Afrique, malgré les ordres donnés par les gouverneurs locaux pour que saisie en soit opérée.

Peut-être eût-il été plus simple de mettre sous les verrous, à Paris, le Comité directeur de la Ligue, qui ne se cachait guère?

Un intellectuel noir, mutilé de guerre, Senghor Laminé, habitué des cours de la Sorbonne, avait, en effet, remplacé le licencié en droit Kodjo Kénoum, et présidait un bureau composé comme suit :

Vice-présidents : Fanchine Sainte-Rose et Kodo Koussoul;

Secrétaire général : Kouyaté Trémoho Garan;

Secrétaire adjoint : Sosthène Labathie;

Trésorier : Stéphane Rosso;

Trésorier adjoint : Joseph Sabia.

On remarquera, dans cette composition, la présence de plusieurs noms antillais,

car la « *Ligue de Défense de la race nègre* » a pour programme l'expulsion des Blancs des Antilles aussi bien que de l'Afrique.

Chimère, dira-t-on?

Chimère, assurément, que la constitution du grand empire noir rêvé par Marcus Garwey et ses disciples. Mais qui nous dit qu'*une puissance mieux gouvernée que la nôtre* ne profitera pas des désordres créés par les agitateurs négro-communistes pour substituer son pavillon au nôtre?

L'histoire moderne est pleine de ces substitutions.

CHAPITRE X

A PROPOS DU FAUX PRINCE TOUVALOU

X

24 février 1930.

Nos articles relatifs aux machinations communistes dans les colonies françaises d'Afrique ont excité le plus vif intérêt, car ils révélaient une situation généralement ignorée, même des hommes qui ont pour premier devoir de la connaître.

Ils nous ont attiré aussi quelques lettres injurieuses, notamment de la *Ligue de Défense de la race nègre*. Le secrétaire de cette organisation réclame l'insertion de son factum, et nous la lui accordons, bien que la loi nous en dispense.

Il est bon de montrer tels qu'ils sont les prétendus « intellectuels nègres » dont les Soviets se sont assuré le concours.

L'Ami du Peuple appuiera toujours l'ac-

tion civilisatrice de la France chez les peuples de couleur, dans l'intérêt particulier de notre empire colonial et dans l'intérêt général de l'humanité.

Nous serons les premiers à dénoncer, à réprouver les abus de pouvoir et les pirateries dont les sujets ou protégés français pourraient être victimes. Nous entendons aussi les mettre en garde contre les complices de la *III*e *Internationale*, contre les instigateurs de haines et de révoltes, qui peuvent attirer sur des populations égarées une légitime répression.

Voici le document :

Ligue de Défense de la Race Nègre (Journal Officiel du 25 mai 1927). Siège social : 43, rue du Simplon, Paris (18e).

Le 4 février 1930.

Monsieur,

Dans votre article intitulé « Contre le Communisme; la Ligue de défense de la Race Nègre », *paru à la première page de* l'Ami du Peuple *du 30 janvier 1930 (pre-*

mière édition), vous avez commis des erreurs foncièrement tendancieuses à l'endroit de notre association et de ses dirigeants. Nous voulons croire, pour l'instant, que vos informations souffrent d'une insuffisance de contrôle direct.

1° La « Ligue de Défense de la Race Nègre », fondée en 1927, n'est pas la « Ligue Universelle pour la Défense de la Race Noire », qui existait en 1924.

2° La « Ligue de Défense de la Race Nègre » n'a jamais eu comme président M. Kodjo-Tovalou Houénou.

3° La « Ligue de Défense de la Race Nègre » est indépendante de tous les partis et organisations politiques de France.

Elle a toujours marqué sa ferme volonté de demeurer sur le terrain international spécifiquement nègre.

4° La Race Nègre *n'a jamais été traduite en aucune langue africaine pour les besoins de sa diffusion dans nos pays. Vous avez donné ici la mesure éclatante*

de votre ignorance inqualifiable *des affaires d'Afrique.*

Nous faisons appel à votre courtoisie *pour insérer la présente lettre rectificative dans le plus prochain numéro de* l'Ami du Peuple *(première édition) et à la même place que votre article du 30 janvier 1930. Nous nous réservons en outre le droit de vous répondre dans* la Race Nègre, *car vous avez introduit dans le journalisme, jadis si généreux et dévoué à toutes les causes nobles,* une mauvaise foi *encore inconnue et un état d'esprit frappé* d'indigence intellectuelle désespérante.

Dans l'attente de vous voir donner satisfaction à notre droit de réponse, agréez, monsieur, l'assurance de nos sentiments confraternels.

P. O. du Bureau Central de la Ligue de Défense de la Race Nègre : le Secrétaire général, ***KOUIJAL.***

Le noir débutant qui nous enseigne les traditions du journalisme, et qui fait appel à notre courtoisie en nous prodiguant les insultes, nous paraît assez pittoresque.

Nous rétablirons la vérité qu'il dénature avec un sang-gêne bien bolchéviste, parce qu'il faut édifier ses congénères honnêtes aussi bien que nos lecteurs blancs, même au risque de donner de l'importance à un agent de dixième ordre.

M. le secrétaire général Kouijal affirme : 1° qu'il y a erreur sur la personne et que le faux « prince » Touvalou n'est pas, comme nous l'avons dit, à l'origine de la *Ligue de Défense de la Race Nègre;* 2° que cette Ligue, loin d'être communiste, s'occupe des questions coloniales en dehors de tout parti politique; 3° que, par conséquent, nous sommes « frappés d'indigence intellectuelle désespérante ».

Nous allons le soustraire aux effets de son désespoir.

Voici, en effet, l'historique complet de

la Ligue au nom de laquelle il nous écrit :

Elle fut fondée, en 1924, à Paris, dans les conditions mêmes que nous avons rapportées, par le faux prince Touvalou, qui lui donna le nom de « *Ligue Universelle pour la Défense de la Race Noire* ». C'est en vertu d'une décision du bureau de cette association que Touvalou passa aux Etats-Unis pour se mettre en rapports avec Marcus Garwey, le « président de la République de l'Afrique libre ».

Après son départ, on découvrit, comme nous l'avons exposé, que Touvalou avait émis de nombreux chèques sans provision. Précisons qu'il y en avait pour plus de 400.000 francs. Un inspecteur des Finances, M. L..., en était pour 123.000 francs; un ecclésiastique, l'abbé R..., pour 46.000 francs; le général B..., pour 106.000 francs, etc. Naturellement, l'enquête ouverte et les perquisitions opérées jetèrent un certain trouble dans les locaux de la Ligue et parmi les amis de Touvalou. Pendant

quelque temps, ils cessèrent de se réunir.

Mais l'action anticolonialiste de la *Ligue de Défense de la Race Noire* importait trop à Moscou pour que ce sommeil durât longtemps.

Nous avons sous les yeux l'ordre du jour de la séance de réorganisation qui eut lieu le 4 juillet 1926, à la Salle des Hautes Etudes Sociales, rue de la Sorbonne. De nombreux adhérents de l'origine étaient absents, car le « scandale Touvalou » venait de rebondir par suite de l'arrestation, au Togo, du faux prince revenu d'Amérique. Aussi, en présence d'une assemblée restreinte, décida-t-on que l'ancienne « Ligue Universelle » s'appellerait plus modestement, pour le moment, le *Comité de Défense de la Race Nègre,* titre qui, dès l'année suivante, fit d'ailleurs place à l'ancienne appellation de « Ligue ».

Et voilà pour l'affirmation que la *Ligue Universelle de Défense de la Race Noire,* fondée en 1924 par Touvalou, n'est pas la

même que la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, déclarée seulement le 25 mai 1927.

Notre contradicteur passe simplement sous silence le rôle joué, en 1926, par le *Comité de Défense de la Race Nègre*, héritier de la Ligue Touvalou et père de la Ligue actuelle...

En réalité, depuis la conversion au communisme du pseudo-fils de Béhanzin jusqu'à nos jours, il n'y a pas eu un moment d'interruption dans la lutte menée par cette organisation *contre la domination française* en Afrique.

Mais, objecte le secrétaire général de la Ligue, nous ne sommes pas communistes; nous nous occupons de la défense de la race nègre, nous sommes indépendants à l'égard de tout parti politique *de France.*

Vraiment?

Le sombre casuiste a dû rire en ajoutant ces deux petits mots : « de France », qui ont l'air bien innocents.

Au sens littéral, il dit vrai : bien qu'en

contact étroit avec le Parti communiste français, la *Ligue de Défense de la Race Nègre* relève directement de Moscou et correspond sans intermédiaire avec la *III*e *Internationale.*

La preuve en est fournie par le télégramme ci-après, dont l'authenticité ne peut être contestée :

Au Comité Exécutif Elargi de l'Internationale Communiste, Moscou.

Portons à votre connaissance élection de Lénine présidence honoraire perpétuelle Comité.

Saluons fraternellement ouverture séance, examen situation mondiale. Attirons généreuse attention sur monde nègre travailleur.

Faisons vœux travail commun pour réaliser sincère fraternité universelle.

Pour le Comité de la race Nègre : le Secrétaire général, J. Gothon Lunion.

Il s'agit bien du *Comité de Défense de la Race Nègre,* fondé le 4 juillet 1926, et

qui a pris, le 25 mai 1927, le titre actuel de *Ligue de Défense de la Race Nègre.*

Voilà comment cette organisation n'est pas communiste!

Le mystificateur qui nous écrit comptait nous égarer dans les détours de son sérail; mais ceux-ci nous sont plus connus qu'il ne pensait. Nous en savons plus long que lui sur l'entreprise à laquelle il collabore dans un emploi subalterne.

Ce qui est étrange, c'est que la police française ne soit pas encore allée vérifier, 43, rue du Simplon, ce qui se passe dans cette officine de *séparatisme colonial*, dont les publications ont été saisies à Grand Popo (Dahomey), à Grand Bassam et Dimboko (Côte d'Ivoire), à Konakry (Guinée) et à Lomé (Tògo).

Est-ce que la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, parce qu'en rapports directs avec Moscou, comme on vient de le voir, bénéficierait aussi de l'immunité diplomatique?

CHAPITRE XI

UN INSTITUT REVOLUTIONNAIRE NEGRE EN PLEIN PARIS

XI

26 mai 1930.

Nos lecteurs n'ont pas oublié les révélations que nous avons faites ici même sur les agissements de la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, cette association bolchevisante qui semble avoir pris à tâche de provoquer la guerre civile dans nos colonies africaines.

Nous terminions notre dernier article la concernant par l'observation suivante : « Ce qui est étrange, c'est que la police française ne soit pas encore allée vérifier, 43, rue du Simplon, ce qui se passe dans cette officine de séparatisme colonial dont les publications ont été saisies à Grand Popo (Dahomey), à Grand Bas-

sam et Dimboko (Côte d'Ivoire), à Konakry (Guinée) et à Lomé (Togo). »

Ces précisions nous ont valu une riposte furibonde de la part des conspirateurs que nous traînions en pleine lumière.

Dans un charabia franco-nègre, le sieur Trémoho Garan Kouyaté, secrétaire général de la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, nous a asséné trois massives colonnes d'injures, ponctuées de menaces caractérisées.

Il nous avertit notamment que le soir du 30 janvier notre personne a couru un sérieux péril du fait d'un ami de l'auteur, que, tel Marius, on a eu beaucoup de mal à retenir. Il ajoute que ce péril n'est que différé jusqu'à l'heure qui sera fixée par les « membres dirigeants de la Ligue », celle-ci se flattant d'avoir des *brigades d'acier*, avec lesquelles nous ferons infailliblement connaissance si nous avons l'imprudence de nous occuper encore de la propagande révolutionnaire en Afrique.

Tel est le fier langage du sieur Tré-moho Garan Kouyaté et l'ultimatum qu'il nous adresse...

Evidemment, la *Ligue de Défense de la Race Nègre* veut nous faire croire qu'elle a importé à Paris quelques-uns de ces étrangleurs nocturnes qui, dans nos colonies africaines, revêtus d'une peau de léopard et les mains armées d'ongles en acier, vont exécuter, les nuits sans lune, ceux de nos administrateurs ou de nos colons qu'on a désignés à leurs coups. Ce sont évidemment là les « brigades d'acier » dont on nous menace.

La présence à Paris d'un certain nombre d'assassins noirs, voire de quelques anthropophages, n'est évidemment pas impossible. Mais nous ne sommes pas faciles à intimider et les farouches menaces dont nous étions l'objet n'ont fait que nous égayer.

Moins cependant que la panique irrésistible jetée par nos articles parmi les cons-

pirateurs nègres qui travaillent, pour le plus grand avantage de Moscou, à ramener la barbarie dans les territoires que nous civilisons.

A peine, en effet, avions-nous attiré l'attention sur leur siège social, 43, rue du Simplon, où ils se réunissaient depuis des mois dans un local camouflé en atelier d'ajustage, que celui-ci fut brusquement abandonné par eux.

L'évacuation fut même si rapide qu'on négligea de prévenir les émissaires envoyés en province, et surtout dans les ports, pour y faire du recrutement parmi les gens de couleur qui y travaillent. En sorte que pendant une dizaine de jours de nombreux nègres et mulâtres vinrent, au retour de leur mission, se heurter aux volets clos du repaire déserté, sans que la moindre « brigade d'acier » se trouvât là pour les renseigner.

Ces braves « agitateurs » eussent pu, pour retrouver les « membres dirigeants »

prudemment disparus, venir se renseigner à *l'Ami du Peuple*. Nous leur aurions appris que le siège de la *Ligue de Défense de la Race Nègre* était provisoirement transféré, 11, rue de Metz, à Courbevoie, au siège d'une imprimerie coopérative à clientèle communiste. C'est là que se tinrent, pendant quelques semaines, les conciliabules des conspirateurs tremblants et apeurés. Puis, l'intervention de la police, qu'ils redoutaient, ne s'étant pas produite — elle ne se produit guère que quand nous lui forçons la main — le courage revint aux amis de Trémoho Garan Kouyaté et ils se remirent à l'œuvre.

Toutefois, douchés, sinon blanchis, par nos articles, ils ont soin maintenant de redoubler de précautions pour masquer le caractère révolutionnaire et séparatiste de leur entreprise.

Leur principal objectif est, pour le moment, de drainer des fonds, même dans les milieux patriotes, en vue de la fondation

d'un *Institut Nègre de Paris*, qu'ils représentent comme une entreprise de pure bienfaisance destinée à développer l'instruction chez les gens de couleur et à leur venir en aide matériellement.

Qui se douterait, en lisant l'appel ci-après, rédigé dans les termes les plus prudents et les plus modérés, que son principal signataire n'est autre que le chef des « brigades d'acier » dont on nous menace?

APPEL INTERNATIONAL

Il s'est constitué à Paris un Comité Universel de l'Institut Nègre de Paris. *Il a pour tâche de recueillir par voie de souscriptions, subventions, recettes de fêtes et d'expositions artistiques, les fonds nécessaires à la fondation d'un Institut nègre à Paris.*

Les auteurs de cette initiative ne pré-

*tendent pas méconnaître les efforts, sans doute louables, réalisés par les différents gouvernements dans l'œuvre d'éducation des nègres. Ils veulent plutôt contribuer d'une façon modeste à l'extension rationnelle des bienfaits de l'instruction dans le sens du génie de la race. En effet, le but de l'*Institut Nègre de Paris *sera d'initier tous les nègres à toutes les sciences pratiques, de les instruire dans toutes les branches de l'activité humaine, d'en faire des valeurs réelles, en un mot, de leur donner une véritable et complète éducation. Les nègres d'autres langues viendront y achever leur formation intellectuelle, professionnelle ou artistique.*

*L'*Institut Nègre de Paris *aura comme annexe un* Foyer Nègre, *chargé d'accueillir tous les nègres, ou nécessiteux, ou récemment débarqués en Europe, et de mettre à leur disposition ses services bienveillants. Cette œuvre, tellement ambitieuse et nouvelle dans ses conceptions,*

ne saurait être envisagée sans argent suffisant, d'une part, sans le concours généreux de professeurs éminents, de l'autre.

Aussi le Comité Universel de l'Institut Nègre de Paris, *se plaçant au-dessus des questions de race, de religion, de nationalité et de politique, lance-t-il un appel impérieux à tous les hommes de conscience éclairée, de progrès, de pensée et de travail, de tous les pays, pour qu'ils souscrivent en faveur de la fondation de l'*Institut Nègre de Paris. *Ils contribueront ainsi à permettre à l'humanité d'utiliser dans son évolution les riches possibilités des nègres qu'ont illustrées de multiples exemples historiques.*

Le Comité Universel de l'Institut Nègre de Paris *nourrit l'espoir d'être entendu et compris de tous.*

Pour le Conseil du Comité :

Dr Léo Sajous, président; T. Garan Kouyaté, secrétaire général; Hélène Jad-

fard, dentiste, secrétaire;[1] *Emile Faure. ingénieur, trésorier.*

Cet appel idyllique, lancé « à tous les hommes de conscience éclairée, de progrès, de pensée et de travail de tous les pays », s'orne d'un paysage africain, où les bustes d'un nègre et d'une négresse, en... costume traditionnel, surgissent de la brousse, qui cache pudiquement le reste de leur corps.

Par contraste, sans doute, avec cet état primitif, une vue complémentaire montre l'immeuble où fonctionnera, 96, boulevard Ménilmontant, l'*Institut Nègre de Paris.* C'est là, évidemment, que grâce au « concours généreux de professeurs éminents » les fils de la brousse africaine seront transformés « dans le sens du génie de leur race ».

---

1. Mlle Hélène Jadfard nous a informés ultérieurement, par lettre reproduite dans *l'Ami du Peuple*, qu'elle n'avait donné sa signature que par complaisance et qu'éclairée par nos révélations sur le vrai but de l'*Institut Nègre de Paris*, elle donnait sa démission.

SAUVONS NOS COLONIES

Nos lecteurs seront certainement curieux de mieux connaître les « professeurs éminents » qui s'apprêtent à prodiguer aux fils de l'Afrique leur sage enseignement. Malgré la menace d'entrée en ligne des « brigades d'acier », *l'Ami du Peuple* se doit de leur faire un peu de publicité. Ce sera l'objet de notre prochain article.

CHAPITRE XII

L'EVOLUTION DANS LE SENS DE LA RACE

XII

27 mai 1930.

Nous avons reproduit l'appel *international* du « Comité Universel » de l'*Institut Nègre de Paris*. Il annonce que cette organisation a pour but d'utiliser les riches « possibilités des nègres qu'ont illustrées de multiples exemples historiques » pour provoquer leur évolution « dans le sens de la race ». On peut être certain qu'en employant ces formules à double entente les signataires, dont plusieurs sont d'Haïti, ont pensé au sanguinaire Toussaint-Louverture, qui est resté pour eux le modèle historique du héros noir.

Si le moindre doute pouvait exister à ce sujet, ce qui s'est passé à Brazzaville, dans notre Afrique équatoriale, les 2, 3 et

4 avril dernier, suffirait à ouvrir les yeux. On va voir, par le récit des graves événements survenus, à quoi vise l'agitation dont on veut, dans une pensée de défi, installer le centre à Paris même.

Disons tout de suite que la Cour criminelle de Brazzaville a consacré deux séances à juger un noir, du nom de Bima, convaincu d'assassinat sur la personne d'un fonctionnaire français M. Grégoire. Assassinat particulièrement odieux, puisque la victime traversait tranquillement le Stlanley Pool, sur son bateau, quand elle fut traîtreusement poignardée dans le dos par l'assassin, depuis longtemps affilié au mouvement d'agitation pan-nègre. CIRCONSTANCE AGGRAVANTE : CE CRIME EST LE CINQUIEME COMMIS EN QUELQUES MOIS PAR DES EMISSAIRES NEGRES SUR LA PERSONNE DE FONCTIONNAIRES OU DE COLONS EUROPEENS. Si les «brigades d'acier » dont nous menace le sieur

Trémcho Garan Kouyaté ne sont pas encore très dangereuses à Paris, on voit qu'elles accomplissent déjà en pays noir une besogne sérieuse.

Contre toute attente, la Cour criminelle de Brazzaville a accordé à l'assassin les circonstances atténuantes : le sieur Bima s'en tirera ainsi avec les travaux forcés à perpétuité.

Cette mollesse dans la répression, venant après la série des assassinats précédents, fait courir un péril redoutable à tous les résidents français qui vivent isolés au milieu de la population noire. Ils n'ont été préservés jusqu'ici que par le prestige de leur race et la certitude qu'un crime les visant serait impitoyablement puni. Depuis l'arrêt de la Cour de Brazzaville, il est démontré qu'un Noir, en tuant un Blanc, ne risque pas sa vie. On peut être certain que cette constatation va multiplier d'une façon effrayante le nombre des attentats. Aussi l'émotion est-elle

très vive parmi la population européenne, qui ne comprend rien à la jurisprudence nouvelle.

Donnons-lui la seule explication possible de la mollesse des juges de la Cour criminelle : ceux-ci n'auront pas voulu s'exposer, comme ceux d'Indochine, aux remontrances de M. Piétri qui a pris, on le sait, les assassins coloniaux sous sa protection particulière.

Mais les assassinats de M. Grégoire et de ses quatre devanciers, s'ils montrent la gravité de la situation créée par le mouvement pan-nègre, ne se rattachent pas directement à la fondation de l'*Institut Nègre de Paris*. Occupons-nous donc plutôt de la séance que la Cour criminelle de Brazzaville a consacrée aux correspondants locaux de cet Institut, les noirs Mayassi, Grenard, Balou et Ganga.

S'il est possible de surprendre la bonne foi des philo-nègres de la métropole en lançant à leur générosité un appel du

genre de celui signé par Trémoho Garan Kouyaté, on ne saurait duper aussi facilement les Européens résidant en Afrique. Nous avons vu que les gouverneurs du Dahomey, du Togo, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ont saisi, dans leurs gouvernements, les publications du chef des « brigades d'acier », tandis que la police parisienne reste inerte à l'égard du personnage et de son état-major. De même, tandis que l'*Institut Nègre de Paris* s'organise librement, les autorités de l'Afrique Equatoriale Française en ont arrêté et fait juger les correspondants, ce qui est incontestablement un exemple donné à la justice métropolitaine.

A vrai dire, la crainte des foudres de M. Piétri avait quelque peu modéré l'énergie des magistrats congolais. Au lieu de poursuivre les chefs du mouvement sépa-ratiste en vertu des articles applicables du Code, qui punissent des travaux forcés à perpétuité l'entreprise de démembre-

ment des possessions françaises, ils s'étaient contentés de les inculper d'escroquerie, ce qui n'entraînait qu'une peine de prison.

Nous tenons à protester très nettement ici contre ce que cette imputation peut avoir de calomnieux pour les imitateurs et correspondants de M. Trémoho Garan Kouyaté. Nous considérons les initiateurs du mouvement pan-nègre comme de dangereux conspirateurs séparatistes, capables (ils s'en vantent eux-mêmes et les faits que nous rapportons plus haut prouvent qu'ils ont raison), d'organiser des crimes et des assassinats. Nous ne les prenons pas le moins du monde pour des mystificateurs et des escrocs. Aussi estimons-nous qu'ils ont le droit incontestable d'être envoyés finir leurs jours à la Guyane.

Grâce à l'attitude molle des magistrats de Brazzaville, les sieurs Grenard, Mayassi, Balou et Ganga n'ont donc été

condamnés qu'à trois ans de prison et à dix ans d'interdiction de séjour. Les résultats de cette répression hésitante ne se sont pas fait attendre. Les chefs du mouvement local avaient fait appel au « prolétariat » noir et plus d'un millier de nègres entouraient la salle où se déroulaient les débats. Dès que le jugement fut connu, une violente manifestation éclata et une tentative fut faite pour envahir la salle et libérer les condamnés.

Nous n'avons encore que des détails incomplets, quoique fort précis, sur ce qui s'est passé au cours de cette émeute. Il est cependant dès maintenant certain que les mesures d'ordre prises autour du Palais de Justice de Brazzaville se trouvèrent insuffisantes en présence de la violence et de l'acharnement des émeutiers. Les tirailleurs sénégalais de la garnison, alertés par la police locale, réussirent bien, au prix d'une véritable bataille rangée, à empêcher l'envahissement des lo-

caux de la Cour Criminelle, mais les émeutiers, de leur côté, avaient été renforcés et la lutte dura plusieurs heures. IL Y EUT PLUS DE DEUX CENTS TIRAILLEURS OU EMEUTIERS BLESSES. Il fallut ensuite, pour limiter les désordres, rassembler en hâte les miliciens des localités voisines. TROIS CENT CINQUANTE ARRESTATIONS ONT PU ETRE OPEREES.

Un incident caractéristique a marqué cette journée d'émeute. M. Marchessou, gouverneur du Moyen Congo, et son chef de cabinet, M. Gorion, accourus sur les lieux, ont été accueillis à coups de pierres par les Noirs et sérieusement contusionnés. Pour qui sait le respect craintif dont étaient entourés, il y a peu de temps encore, ces détenteurs de l'autorité, il est possible de mesurer la déchéance du prestige de la France auprès des populations noires.

Nous avions fait prévoir, dans nos arti-

cles du début de cette année, que cette déchéance irait très vite si l'on ne réprimait l'action des séparatistes. Trois mois ne s'étaient pas écoulés que l'événement nous donnait raison.

De tels faits, assassinats et émeutes, montrent suffisamment ce que les promoteurs du mouvement pan-nègre entendent par l'évolution « dans le sens de la race ». C'est une nouvelle insurrection de Saint-Domingue, mais généralisée et étendue à l'Afrique entière, qu'il s'agit d'accomplir.

Nous ne nous lasserons pas d'alerter l'opinion et de signaler au gouvernement l'immense péril qui vient. De même que nous saurons plus tard, si l'on ne nous entend pas pendant qu'il est encore temps, demander des comptes à ceux, M. Piétri en tête, dont l'incapacité et l'inertie auront permis le massacre de nos compatriotes et la perte du patrimoine de la France.

SAUVONS NOS COLONIES

Il est temps de revenir aux « professeurs éminents » de l'*Institut Nègre de Paris* que les événements de l'Afrique Equatoriale nous ont fait négliger aujourd'hui. Ils ne perdent rien pour attendre.

CHAPITRE XIII

QUELQUES PROFESSEURS EMINENTS

XIII

28 mai 1930.

A tout seigneur tout honneur! Le personnage le plus actif de la *Ligue de Défense de la Race Nègre* et de l'*Institut Nègre de Paris* est le sieur Trémoho Garan Kouyaté, le chef des « brigades d'acier » qui doivent nous pulvériser si nous nous occupons encore de l'agitation révolutionnaire parmi les Noirs.

Il n'y a pas très longtemps que ce fils de l'Afrique est parvenu aux honneurs du Consulat parmi ses congénères : ses fonctions de secrétaire général de la *Ligue de défense de la Race Nègre* étaient occupées, au début de l'année, par un certain Kouijal, dont nous avons eu l'occasion d'insérer la prose quelque peu injurieuse.

Depuis, le sieur Kouijal semble avoir disparu dans le néant et Trémoho-Garan Kouyaté lui succède. Les Ligues pan-nègres font une effroyable consommation de dirigeants, l'idéal de l'organisation, dans ce milieu, étant le même que dans les armées d'Haïti, où l'on compte plus de généraux que de soldats et où chaque général aspire à la dictature.

Mais si Trémoho Garan Kouyaté n'est que depuis quelques mois secrétaire général de la *Ligue de défense de la Race Nègre* et de l'*Institut Nègre de Paris*, son passé d'agitateur est déjà ancien. Nous trouvons sa trace, depuis longtemps, dans la conspiration nouée en pays noir contre la domination européenne. Il nous apparaît notamment en pleine lumière au moment du Congrès tenu à Francfort par la *Ligue contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale.*

Cette Ligue est une création de la *III*e *Internationale*, aux frais de laquelle

elle fonctionne, et qui en a délégué la surveillance à l'un des bolchéviks les plus en vue de Moscou, le sieur Melnitchanski. Son but, qu'elle proclame ouvertement, est de coordonner, dans le monde entier, tous les mouvements révolutionnaires dirigés contre la domination coloniale des peuples occidentaux.

C'est au début de 1927, du 10 au 15 février, qu'eut lieu sa première manifestation, sous forme d'un Congrès mondial tenu à Bruxelles, dans l'ancien palais des comtes d'Egmont, assez ingénument mis à la disposition des organisateurs par les autorités belges.

Parmi les groupements représentés, ou ayant adhéré, on comptait le *Destour*, parti séparatiste tunisien, dont le secrétaire général était alors Ahmed Essafi. Les organisations révolutionnaires indigènes de Sumatra et de Java, en plein travail insurrectionnel contre la Hollande, étaient effectivement représentées ; de

même que les « Syndicats du Pacifique », organisation d'origine soviétique qui a joué un rôle dominant dans la guerre civile chinoise et le boycottage des produits européens.

Les syndicats rouges de l'Amérique latine, qui sont à la source des insurrections d'Indiens en Colombie, Bolivie, Pérou, etc... étaient présents à ce Congrès. Naturellement aussi, les syndicats de la Russie soviétique, à qui une place d'honneur était réservée. Un certain Bloncourt, délégué noir d'une des Antilles françaises, était spécialement chargé de traiter la question nègre. Comme l'a dit plus tard un des congressistes de marque, François Meunier, chef du bureau français de la *Ligue contre l'Impérialisme*, celle-ci ne faisait pas mystère de son but : établir partout une liaison entre l'agitation ouvrière proprement dite et les mouvements révolutionnaires en faveur de l'indépendance des peuples coloniaux.

SAUVONS NOS COLONIES

On peut dire avec certitude que toutes les agitations qui se sont produites, depuis le début de 1927, dans les colonies anglaises, françaises et hollandaises, ont tiré leur origine et leurs ressources principales de la Ligue fondée au Congrès de Bruxelles. C'est ce que constatait avec satisfaction, en janvier 1929, le Comité Exécutif dans sa réunion tenue à Cologne.

Nous avons sous les yeux le compte rendu de cette réunion et notamment les discours prononcés par : *Melnitchanski,* délégué des syndicats de l'Union Soviétique; *Saklatvala,* Hindou d'origine, mais député communiste aux Communes pour un quartier de Londres; *Maxton,* Président de l'« Independant Labour Party », dont les attaches bolchevistes sont connues; *Muensenberg,* qui présenta au nom du secrétariat général le rapport d'activité; *Alphonse Goldschmidt,* de Berlin, qui s'est particulièrement occupé de l'agi-

tation révolutionnaire dans l'Amérique latine, laquelle a abouti aux troubles communistes chez les Indiens; *Mohamed Hatta*, membre dirigeant de la Ligue de l'Indépendance Indonésienne, qui salua la Révolution bolcheviste comme le seul moyen de résoudre le problème des nationalités; *Herclet*, qui représentait le comité exécutif de la C. G. T. U. française; *You Fei*, représentant des syndicats révolutionnaires chinois, etc...

La conclusion de cette assemblée fut donnée par un discours enflammé du bolcheviste *Melnitchanski*, auquel s'associa *Heckert*, député communiste au Reichstag, en réclamant « la lutte de classes résolue et à outrance ».

Mais la plus importante manifestation de la *Ligue contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale* a eu lieu à Francfort, en juillet 1929. On pouvait mesurer, au nombre des présents, les progrès accomplis en trois ans par l'agitation révolution-

naire coloniale : *trente-trois* pays étaient, en effet. représentés, par *cent vingt-quatre* organisations, ayant envoyé plus de *quatre cents* délégués. L'appel convoquant ces derniers revendiquait comme des succès pour la Ligue l'agitation indochinoise contre la France, la révolte des Noirs de l'Afrique Equatoriale Française, la résistance des tribus à la conquête du Tafilalet, l'ébullition des populations hindoues contre l'Angleterre...

Le Congrès délibéra du 20 au 30 juillet. On remarquait parmi ses membres les principaux meneurs du Communisme International.

La France était représentée, de façon assez terne, par *Henri Barbusse*, l'homme qui estime que « la misère publique est une bonne condition pour la Révolution », par *Herclet*, délégué de la C. G. T. U. française,et par *Guillemot*, délégué du parti communiste français. Mais des illus-

trations de premier plan siégeaient sur l'estrade et dans la salle.

Citons : *Mme Sun Yat Sen*, veuve du leader communiste chinois; le mahatma *J. Nehru*, président du Congrès National Hindou, qu'accompagnait une délégation de la Confédération Générale du Travail de l'Inde; *Sen Katayama*, le chef le plus apparent de ce mouvement communiste japonais qui trouble si profondément l'empire du Mikado; *Lo Ki*, délégué des jeunesses communistes chinoises; *Huan Ping*, délégué des syndicats révolutionnaires chinois; *Youssef*, représentant les révolutionnaires égyptiens; deux membres du comité panarabe, *Zein Eddine* (Syrie) et *Bou Déiri* (Irak); un représentant de l'organisation juive de Palestine, le « Poalé Zion »; *Wynkoop*, délégué néerlandais, le Doriot de la Hollande, spécialisé dans l'agitation en faveur de l'indépendance indonésienne ; l'agitateur albanais *Fan Noli ;* le professeur *Al-*

phonse Goldschmidt, de Berlin, déjà nommé, à qui est confiée la direction de l'agitation dans l'Amérique latine; le secrétaire général du parti communiste anglais, *Harry Pollitt; K. Hiller*, au nom des « pacifistes révolutionnaires » (!) d'Allemagne, etc...

Le chef des libéraux du Nicaragua, *Sandino*, en lutte depuis plusieurs années avec les troupes d'occupation américaine, devait assister au Congrès. Il en fut empêché, mais il délégua un de ses lieutenants, qui vint déposer sur le bureau de l'assemblée, aux applaudissements frénétiques des congressistes, un drapeau enlevé aux troupes américaines au cours d'un des combats livrés au Nicaragua.

N'oublions pas certains délégués d'un caractère plus spécial : un certain *Miglioli*, représentant les « paysans catholiques (?) d'Italie »; le Belge *Ward Hermans*, agent allemand notoire, auteur du faux célèbre qui provoqua, en 1929 préci-

sément, un incident diplomatique entre la Belgique et la Hollande; un délégué du personnel ouvrier de la *Badisch Anilin* (société en rapports étroits avec la société française *Kuhlmann)*, qui vint exposer que le syndicat international ouvrier des produits chimiques se chargeait de saboter, quand il en recevrait l'ordre, les fabrications de guerre pouvant servir à l'oppression impérialiste; enfin... notre ami *Trémoho Garan Kouyaté*, l'homme aux « brigades d'acier » fort occupé à se faire remarquer du personnage central de la Ligue, *Melnitchanski*, œil et bras droit de la direction moscovite.

Il faut croire qu'il y réussit pleinement car son rôle, à partir de ce congrès, est devenu prépondérant dans la *Ligue de défense de la Race Nègre*.

En outre, six mois n'étaient pas écoulés qu'il devenait secrétaire général de cet *Institut Nègre de Paris*, dont nous avons reproduit le touchant appel aux « hom-

mes de conscience éclairée, de progrès, de pensée et de travail de tous les pays » en faveur de « l'évolution des nègres dans le sens de leur race ».

Les souscripteurs qui se sont laissé prendre à cet appeau savent maintenant de quels « professeurs éminents » Tré-moho Garan Kouyaté s'était « assuré le concours » pour son Institut; ce sont les chefs de la Révolution communiste dans le monde entier.

CHAPITRE XIV

VERS L'INSURRECTION DE NOTRE ARMEE NOIRE

XIV

29 mai 1930.

Nous avons fait bonne justice, dans notre dernier article, de la prétention affichée par les meneurs du mouvement pannègre de n'être pas des communistes. Nous avons fourni la preuve surabondante que toutes les agitations dirigées contre la domination coloniale de la France, de l'Angleterre et des autres puissances civilisatrices, part d'un organisme unique : *la Ligue contre l'Impérialisme et l'oppression coloniale* qui n'est elle-même qu'une filiale de la *III*e *Internationale*. Nous avons vu que le personnage le plus apparent de la *Ligue de défense de la Race Nègre* et de l'*Institut Nègre de Paris* est un familier des congrès communistes internationaux, où il a siégé au milieu des

plus redoutables professionnels de la Révolution bolchéviste.

Examinons maintenant brièvement le cas de ses collaborateurs dans l'œuvre entreprise contre notre domination en Afrique.

Le président de l'*Institut Nègre de Paris* est un métis haïtien, le docteur Léo Sajous, âgé d'une quarantaine d'années. Après avoir fait ses études médicales en France et être retourné momentanément en Haïti, où réside toujours sa famille, le docteur Sajous alla faire un bref séjour en Amérique du Nord. Il semble bien que ce voyage avait pour but de prendre contact avec Marcus Garwey, le trop fameux président de la « République libre d'Afrique », celui qui a défini son programme colonial dans cette phrase : « Nous dirons à l'Angleterre, à la France, à la Belgique et au Portugal : *Sortez d'Afrique!* Et ce sera là notre seule négociation avec ces puissances. »

SAUVONS NOS COLONIES

A Paris, le docteur Sajous, qui habite 8, rue Rondelet, dans le 12e, affecte de s'occuper surtout de sa clinique, installée 17, rue des Cendriers, dans le 20e, ainsi que du service médical de la coopérative communiste *La Bellevilloise*. Mais il est entouré d'un état-major de Noirs, pour la plupart originaires d'Haïti comme lui-même, qui forment les cadres de l'*Institut Nègre de Paris*, 96, boulevard Ménilmontant.

Comme nous n'avons cessé de le répéter, c'est d'Amérique principalement que viennent les meneurs de l'agitation pan-nègre; et Haïti, où l'on parle encore la langue française, à peine déformée, était tout indiqué pour fournir une base de recrutement en vue de l'action dans les possessions françaises.

Le personnage le plus important, quoique le moins loquace, est un jeune Noir que le docteur Sajous héberge depuis trois ans et qu'il présente, en grand

mystère, comme le neveu d'un des rois nègres du Cameroun, ce qui vaut à tous deux les marques du plus profond respect de la part des Noirs fréquentant l'Institut.

Volontiers bolchevistes quand il s'agit de combattre les pouvoirs européens, les conspirateurs nègres se montrent, en effet, très conservateurs envers tout ce qui leur rappelle leurs anciens « tyrans ». D'où le nombre relativement considérable de « princes » à peau foncée, plus ou moins authentiques, que nous trouvons à la tête des comités révolutionnaires africains. Ces aristocrates nègres sont fort bien vus de la direction moscovite, qui se réserve d'en jouer à l'occasion, dans leur pays d'origine, comme elle joua en Afghanistan du roi Amanoullah.

En marge de la *Ligue de défense de la Race Nègre et de* l'*Institut Nègre de Paris* fonctionne une organisation, officiellement communiste celle-là : l'*Internatio-*

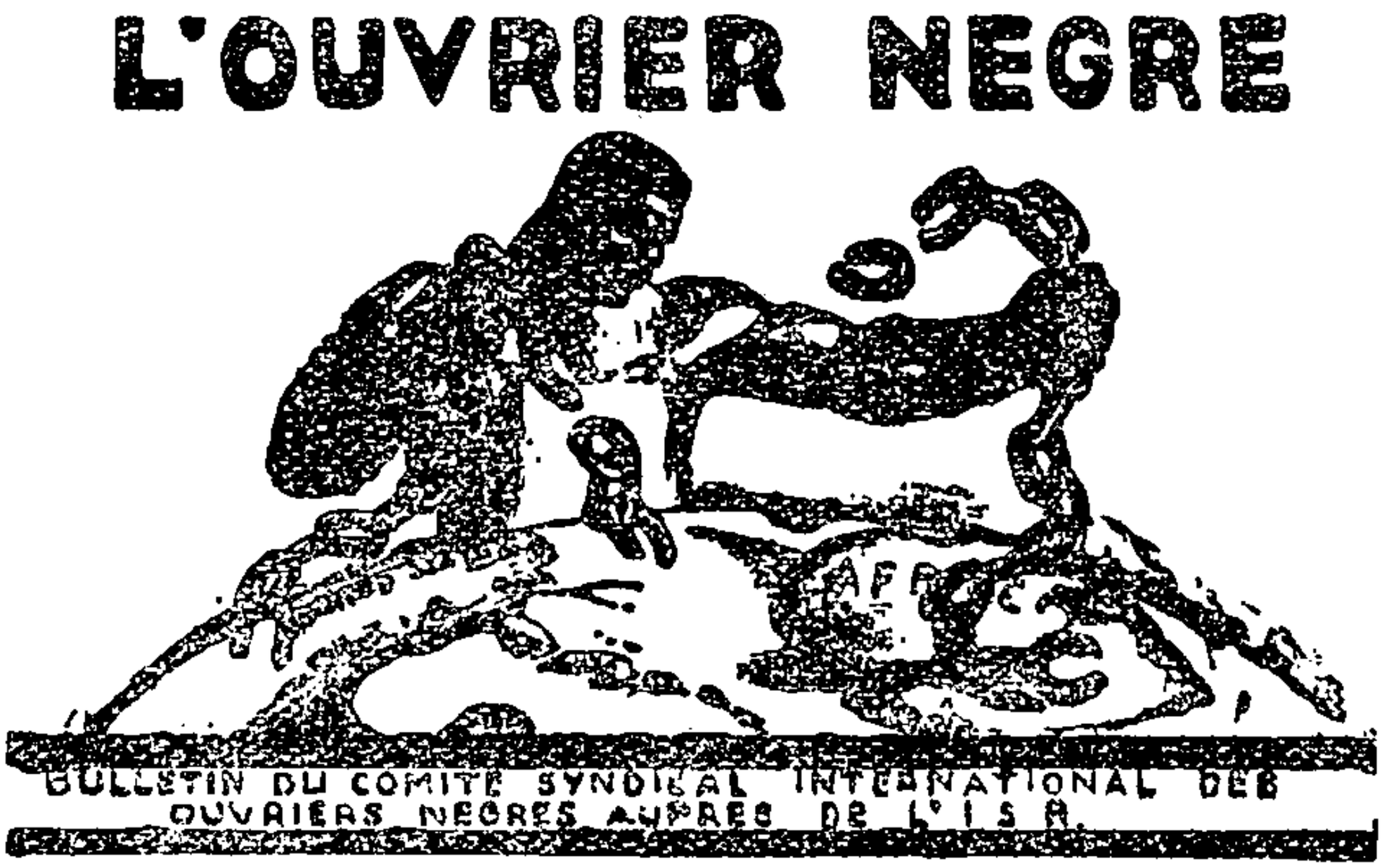
nale Syndicale des Ouvriers nègres, adhérant à l'*Internationale Syndicale Rouge* de Moscou.

Nous en avons parlé au chapitre III, en donnant la composition de son Comité Exécutif.

Cette organisation est maintenant partout à l'œuvre dans nos colonies et dans les colonies anglaises d'Afrique, sans que rien n'ait été fait, semble-t-il, pour utiliser nos révélations et barrer la route aux agents de Moscou. Elle se superpose à tous les mouvements séparatistes africains, qui reçoivent ses instructions, tout en affectant de rester neutres à l'égard du Communisme.

Nous ne pouvons mieux faire pour caractériser son programme que de reproduire ici le fac-similé du dessin qui orne la première page de son bulletin confidentiel : *L'ouvrier nègre*. On remarquera que le colosse noir qui brise la chaîne dont est liée l'Afrique, n'est pas campé sur le sol

africain, mais qu'il surgit du continent américain, au-dessus des Etats-Unis — confirmation par l'image de cette vérité, que nous avons signalée les premiers, que la révolution nègre vient d'Amérique.



En terminant, il est un point sur lequel nous tenons à attirer dès maintenant l'attention, c'est que, depuis quelques mois, la propagande des organisations pan-nègres ne porte plus exclusivement sur les milieux ouvriers coloniaux et sur les tribus encore à demi sauvages. Elle a un

nouvel objectif particulièrement dangereux : la fidélité de nos troupes noires.

Nous savons de source certaine que la pénétration de nos régiments sénégalais, dont le loyalisme ne s'était jamais démenti jusqu'ici, est activement menée par les éléments bolchéviks.

Si nous en croyons les termes d'une communication confidentielle adressée par les services parisiens de l' « Internationale Syndicale des Ouvriers Nègres » au bureau de la « Ligue contre l'Impérialisme », des cellules communistes seraient déjà fondées au sein de onze bataillons sénégalais.

Rien n'est épargné pour faire croire à ces loyaux soldats noirs que leurs contrées d'origine sont actuellement le théâtre d'exactions et d'actes de cruauté inqualifiables de la part de nos administrateurs coloniaux. On espère ainsi, et ce n'est point déraisonnable, les émouvoir profondément, en leur faisant redouter

les pires malheurs pour leur famille et leurs proches.

En même temps, on répand parmi eux le bruit insidieux que des unités de leur corps, stationnées en des pays lointains, se sont déjà soulevées contre leurs officiers français et les ont égorgés. Voici, par exemple, comment est travestie, pour l'usage particulier de cette troupe d'élite que sont les tirailleurs sénégalais, la sanglante affaire de Yen-Bai, où la seule défection intervenue est celle de tirailleurs annamites, qui n'ont jamais joui d'une réputation comparable à la leur. Nous empruntons le texte qui suit au numéro du 15 mars 1930 de *L'Ouvrier nègre* (dactylographié et publié sans nom de gérant) :

LES SOLDATS NEGRES SE REVOLTENT

Une mutinerie a eu lieu, dernièrement, parmi les soldats nègres du régiment

français de tirailleurs envoyé en Indochine pour réprimer une révolte indigène. Il y a eu beaucoup de morts dont un officier français.

Les troupes étaient en effervescence, à cause des brutalités dont elles étaient l'objet; elles se révoltèrent à Yen-Bai (en Tonkin, à 80 milles au nord-ouest d'Hanoï). Les indigènes se joignirent aux rebelles et entrèrent dans leur camp.

Le ministre français des Colonies a ordonné des mesures rigoureuses pour rétablir l'ordre.

On comprend le trouble que peut jeter dans l'âme des tirailleurs sénégalais la nouvelle que le rôle principal dans les incidents de Yen-Bai dont ils ont entendu confusément parler a été joué par un régiment de leur arme. Il n'est pas jusqu'à la défaillance de ce pauvre M. Piétri qui ne soit camouflée en « mesures rigoureuses »... Les menteurs professionnels de

Moscou estiment que ces informations sont assez bonnes pour des Noirs.

D'autre part, dans la communication confidentielle à laquelle nous faisons allusion plus haut, adressée par l'*Internationale Syndicale des Ouvriers Nègres* au Bureau de la *Ligue contre l'Impérialisme*, nous relevons ce passage significatif :

En 1920, Zinovief a pu se plaindre dans la réunion de l'Exécutif de l'Internationale Communiste de Moscou, que rien n'avait été fait en France, l'année précédente, pour travailler les troupes noires, qu'il eût été si facile de retourner contre leurs oppresseurs français. Nous pouvons assurer que le travail désiré à cette époque est maintenant en bonne voie. Si des troubles viennent à éclater, à proximité des unités noires stationnées en France et dans les principales colonies françaises, le prolétariat peut être assuré que nos cellules militaires nègres feront leur devoir.

Voilà le gouvernement français et son

ministre des Colonies dûment avertis par nos soins.

Vont-ils permettre aux agents de Moscou de noyauter notre armée noire comme ils ont déjà farci de cellules militaires les régiments de l'armée métropolitaine ?

CHAPITRE XV

DU CONGRES DE LONDRES AU SECRETARIAT COLONIAL DE HAMBOURG ET AU COMITE PERMANENT DE MOSCOU

XV

15 Décembre 1930.

Il y a plus de six mois que nous n'avons entretenu nos lecteurs de la conjuration nouée en Afrique, contre la domination française, par les agents du communisme international. Un certain nombre de nos correspondants nous demandent si ce silence s'explique par les mesures sévères que le gouvernement français n'a pu manquer de prendre après nos révélations circonstanciées, contre les agitateurs noirs que nous avions démasqués. Hâtons-nous de les rassurer : la question est entière. Depuis sept mois, les ministères intéressés n'ont rien fait pour paralyser les activités insurrectionnelles sur lesquelles

nous avons publiquement attiré leur attention.

Notre silence sur la question nègre avait une autre cause qu'une satisfaction obtenue.

Il existe en France de prétendus spécialistes des questions révolutionnaires qui s'attribuent volontiers une place de choix dans l'armée anticommuniste, et dont toute la science consiste à démarquer, avec un retard convenable, les articles parus sous notre signature. Sans nous citer, bien entendu, ce qui nous est personnellement fort égal. Sans citer davantage *L'Ami du Peuple*, au boycottage duquel ils s'associent ainsi.

Nous avons voulu laisser à ces pauvres gens le temps nécessaire pour faire leur petit travail de contrefaçon et s'en attribuer le mérite. Ils n'y ont pas manqué. C'est ainsi que nous avons eu le plaisir, il y a quelques semaines, de trouver dans un journal du soir un assez bon résumé de

nos révélations sur les agitateurs noirs, présenté comme œuvre personnelle du signataire. C'est ainsi également que dans un gros volume sur le communisme aux colonies, paru récemment, toute la partie relative à la question nègre nous a été fidèlement empruntée, sans la moindre indication d'origine.

Nous sommes en principe plein d'indulgence pour ces pilleries de presse. La surveillance, dans le monde entier, des agissements quotidiens du communisme suppose des moyens d'information qui ne sont évidemment pas à la portée de tout le monde. Faute de les posséder, les « spécialistes » dont nous parlons sont bien obligés de se rabattre sur les découvertes et documents que nous mettons périodiquement à la disposition du public. Il est seulement regrettable qu'en les utilisant ils négligent systématiquement d'en indiquer la véritable source.

Leur ayant laissé six mois pour remâ-

cher les faits exposés dans notre campagne sur le péril rouge en pays noir, qui dura du 30 novembre 1929 au 29 mai 1930, nous allons ouvrir de nouveau l'écluse aux révélations. Après quoi, nous attendrons curieusement qu'ils aient pris connaissance de ces dernières, qu'ils les aient démarquées, et qu'ils s'en soient attribué le mérite.

*
* *

Tout le mois de juin de l'année présente fut employé par les communistes nègres à préparer leur Congrès international, qui devait se réunir à Londres le 1er juillet 1930.

Ce Congrès, pour des raisons que nous avons déjà exposées, notamment dans notre article du 30 novembre 1929, était convoqué sous le masque du syndicalisme, si propice quand il s'agit d'obtenir des passeports pour conspirer. Il avait pour but

apparent de donner un centre international aux syndicats d'ouvriers nègres créés un peu partout, depuis deux ans, dans les colonies africaines de la France, de l'Angleterre et du Portugal. Mais les instructions confidentielles envoyées aux congressistes ne laissaient aucun doute sur le but politique de cette conférence mondiale.

Il y était dit notamment :

La conférence élaborera un programme révolutionnaire d'action *pour les nègres. L'objectif est de créer* une organisation internationale de combat *en vue de mener une lutte unifiée et organisée contre l'oppression impérialiste.*

La conférence arrêtera les mesures à prendre en vue d'une action concertée des masses ouvrières nègres exploitées du monde entier et créera des relations stables entre les diverses organisations.

Pour révélateur que fût ce programme, il ne disait qu'une partie de la vérité : des

représentants actifs du Communisme russe, hindou, chinois et japonais devaient, en effet, figurer au Congrès et assurer la liaison avec les révolutionnaires communistes du monde entier.

Le malheur voulut que la conférence de Londres fût interdite au dernier moment par le gouvernement anglais.

Non que le ministère Mac Donald vit une difficulté quelconque à tolérer cette nouvelle manifestation d'activité communiste sur le sol britannique. Mais l'Angleterre est une puissance surtout coloniale et les coloniaux y ont voix au chapitre plus qu'en aucun autre pays. Or, leur inquiétude est grande devant les agissements de Moscou dans les pays d'outremer, et ils commencent à la manifester sur un mode trop élevé pour qu'on puisse n'en pas tenir un certain compte.

En l'espèce, ce fut l'Union Sud-Africaine particulièrement visée par l'agitation noire, qui signifia à M. Mac Donald

son *veto* au Congrès communiste colonial, *veto* d'autant plus décisif que l'on se trouvait à la veille de la Conférence impériale des Dominions dont l'Angleterre attendait d'importants résultats.

Nous avons signalé, dès le début de notre campagne, la résistance qu'opposent les Africains du Sud, qu'ils soient anglais ou boers d'origine, aux menées des associations révolutionnaires nègres stipendiées par Moscou. Nous les avons montrés réprimant énergiquement les désordres nègres de Johannesburg et de Durban, et proclamant cette vérité incontestable que l'avenir de l'Afrique est dans la suprématie de la race blanche, qui peut seule instruire et civiliser les races primitives. Leur ferme attitude fit plier le gouvernement de M. Ramsay Mac Donald, qui avait d'abord autorisé le Congrès noir.

Vainement, les idéologues travaillistes de Londres, prêts, comme nos socialistes, à toutes les complicités, tentèrent-ils

d'exercer une pression sur les hommes d'Etat sud-africains au nom de l'idée marxiste de l'égalité des races. Cette pression fut fort mal accueillie, même par les travaillistes du Cap — il y en a — placés trop près des réalités ethniques pour se repaître de fumée.

Il y eut plus. Oubliant leurs anciennes querelles, Anglais d'origine et Boers unis proclamèrent qu'ils ne toléreraient pas une immixtion de la Métropole dans une question qu'ils estiment primordiale pour leur Etat. Ils donnèrent mandat à leur représentant à la Conférence impériale d'annoncer qu'ils feraient la sécession plutôt que de se laisser imposer une législation mettant en péril leur vie, celle de leurs familles et l'avenir de leur colonisation. A titre de premier avertissement, ils adoptèrent un drapeau particulier, distinct du vieux drapeau britannique, qui ne suffit plus à les protéger contre les entreprises révolutionnaires de Moscou.

En sorte que le résultat le plus clair des complaisances de M. Ramsay Mac Donald envers Moscou est d'avoir moralement détaché de l'empire, en attendant qu'il s'en détache matériellement, un de ses plus beaux Dominions dont la création avait été l'orgueil des hommes d'Etat britanniques dignes de ce nom.

*
**

L'interdiction du Congrès nègre de Londres obligea ses organisateurs à chercher un pays plus hospitalier pour y tenir leurs assises. L'Allemagne s'offrait. Outre les obligations de sa politique de coopération avec les Soviets, inchangée depuis San Remo, elle ne peut voir d'un mauvais œil, elle qui n'a plus de colonies, l'agitation nègre que les émissaires de Moscou fomentent chez ses adversaires d'hier.

L'autorisation de tenir le Congrès noir

à Hambourg fut donc accordée et les congressistes s'y transportèrent pour la plupart au début d'août. Ils reçurent le meilleur accueil des communistes locaux, qui se mirent notamment à leur disposition pour la constitution d'un secrétariat colonial.

Il fonctionnera avec le concours d'un leader communiste allemand, le sieur Muensenberg, que nous avons déjà vu à l'œuvre au Congrès révolutionnaire colonial de Francfort, en juillet 1929.

Le choix de Hambourg pour siège de ce secrétariat est fort intéressant. Outre les facilités que présente cette ville pour les rapports maritimes avec le monde entier, donc avec les colonies à insurger, il est bien évident que journaux séditieux et tracts incendiaires pourront bien plus aisément être expédiés d'Allemagne que de Russie.

Cependant, Moscou réclamait les congressistes. Vingt-cinq d'entre eux répon-

dirent à cet appel et furent reçus en grande pompe au Kremlin. Cinq de ceux-ci représentaient le Comité parisien de la *Ligue de défense de la race nègre* et les sections de Marseille, Toulon et Bordeaux. L'ornement de cette délégation, qu'il faut bien appeler « française » jusqu'à nouvel ordre, n'était autre que notre vieille connaissance Trémoho Garan Kouyaté, qui se fâcha si fort, il y a un an, quand nous accusâmes sa Ligue d'être communiste. L'excellent homme ne se doutait pas, évidemment, que « l'œil » de *L'Ami du Peuple* l'observait, même en Russie...

La réunion de Hambourg avait été moins nombreuse que le Congrès projeté à Londres. Celle de Moscou fut plus restreinte encore : une sélection. En dehors des colonies françaises, les nègres des Etats-Unis, de Cuba et des colonies anglaises étaient seuls représentés. Le petit nombre des présents s'expliquait par l'im-

portance des matières à traiter : 1° la constitution d'un Comité directeur permanent installé au Kremlin et centralisant toute la propagande révolutionnaire en pays noir ; 2° la mise au point des procédés à employer pour provoquer la révolte des troupes noires au service des puissances coloniales. Nous reviendrons sur ce point dans notre prochain article.

Pour le moment, signalons que Trémoho Garan Kouyaté, qui avait pu librement quitter la France pour conspirer contre elle, a pu, avec la même facilité, rallier sa base pour exécuter les consignes d'insurrection, de massacre et d'incendie qu'il rapporte de Moscou. Il a rendu compte de sa mission dans une réunion du Comité parisien de la *Ligue de défense de la Race Nègre*, qui s'est tenue, le mercredi 19 novembre, au café de la « Petite Source », 130, boulevard Saint-Germain. Le docteur Léo Sajous, président de l'*Institut Nègre de Paris*, et l'ingénieur Emile

SAUVONS NOS COLONIES

Faure, trésorier, dont nous nous sommes déjà occupés, siégeaient au bureau.

Ce qui suffit à démontrer que le gouvernement n'a rien fait, depuis un an, pour assainir la situation de nos colonies africaines où se prépare, avec une race facile à exalter et prompte aux violences extrêmes, quelque chose d'infiniment plus grave que l'agitation indo-chinoise qui a déjà fait tant de victimes.

Mieux encore, quand *L'Ami du Peuple*, faisant le métier des pouvoirs publics, découvre l'affreuse trame et traîne en pleine lumière ses principaux artisans, ceux-ci ne sont l'objet d'aucune enquête, d'aucune mesure de sécurité. On va jusqu'à leur fournir des passeports pour Moscou...

CHAPITRE XVI

LA COLLABORATION GERMANO-SOVIETIQUE AU CAMEROUN

XVI

21 Décembre 1930.

Nous avons signalé dans notre précédent article la constitution définitive à Hambourg, à l'occasion du Congrès international des communistes noirs, d'un secrétariat germano-soviétique destiné à fomenter la révolution dans les colonies françaises, anglaises et portugaises.

En fait, ce secrétariat fonctionnait déjà discrètement depuis un certain temps, sous la direction du leader communiste allemand Muesenberg, qui s'est spécialisé dans les questions coloniales. Il va prendre un nouveau développement grâce au large appui financier de Moscou, pour qui la question nègre prend la même importance que la question jaune, grâce aussi au

concours discret du gouvernement allemand.

Cette collaboration germano-soviétique ne comporte pas, bien entendu, des avantages que pour les Soviets : elle sert aussi les intérêts de la politique générale allemande. Nous avons déjà signalé que l'Allemagne, qui n'a plus de colonies, et qui désire recouvrer *au moins* celles qu'elle a perdues, a tout intérêt à saper les bases de la puissance coloniale de la France et de l'Angleterre. Les agents nègres recrutés par Moscou se trouvent, en réalité, préparer les voies pour la résurrection de la domination germanique.

La chose est surtout sensible en ce qui concerne l'ancienne colonie allemande du Cameroun, placée sous mandat français, qui est particulièrement visée.

Déjà, dans notre article du 29 mai 1930, nous signalions que « le personnage le « plus important, quoique le moins loqua- « ce, de l'*Institut Nègre de Paris* est un

« jeune noir que le docteur Sajous hé-
« berge depuis trois ans et qu'il présente,
« en grand mystère, comme le neveu d'un
« des rois nègres du Cameroun, ce qui
« leur vaut à tous deux les marques du
« plus profond respect ». On sait que les Soviets excellent à jouer, pour leur propagande, des dynastes impécunieux et complaisants, du type d'Amanoullah en Afghanistan.

Dans le même temps, une campagne méthodique, poursuivie dans *l'Humanité* et d'autres organes soviétiques, s'efforçait de démontrer que la France, depuis qu'elle a reçu le mandat sur le Cameroun, y a commis des actes d'oppression et des atrocités qui font regretter aux naturels du pays l'ancienne souveraineté allemande.

Enfin, c'était du Cameroun, plus encore que de l'Afrique Equatoriale Française ou que de la Côte d'Ivoire, que s'occupait la *Ligue de Défense de la race nègre*, dont

nous avons dénoncé les agissements révolutionnaires.

Tout cela présageait, à de plus clairvoyants que le ministre des Colonies dont nous étions récemment affligés, un assaut prochain contre le beau territoire où notre pavillon a remplacé le drapeau allemand.

Cet assaut était inévitable. Il vient de se produire. Et nos fonctionnaires locaux, *qui savent n'être pas appuyés à Paris,* l'ont soutenu avec la même insuffisance de vigueur, et la même absence de méthode dans la répression, que nous avions déjà notées lors des troubles de l'Afrique Equatoriale Française (voir notre article du 29 mai dernier). Momentanément repoussé, l'assaut recommencera d'un moment à l'autre, avec des forces accrues, car la fermentation ne cesse d'être activée par les agitateurs noirs en liaison avec Hambourg et Moscou.

Les débuts de l'action antifrançaise au

Cameroun furent cependant bien modestes.

Quoi qu'en disent les journaux communistes, la domination allemande avait laissé, en pays noir, de fâcheux souvenirs. Les moyens de persuasion mis en œuvre auprès des nègres se résumaient dans l'usage habituel de la cravache en cuir d'hippopotame. La pendaison suivait automatiquement tout geste de rébellion. Se conformant à la consigne célèbre du Kaiser à son frère Henri de Prusse, partant pour la Chine, les administrateurs allemands ne visaient pas à être aimés, mais à être craints. Auprès de leur brutalité, la bonhomie des fonctionnaires français qui les remplacèrent devait faire figure de faiblesse.

S'ils n'étaient pas craints, les représentants de la France n'étaient pas non plus haïs. Il fallut, pour provoquer les premiers gestes d'hostilité, l'action d'un émissaire de Moscou, qui joua auprès des nègres du

Cameroun le rôle qu'avait joué auprès de ceux du Dahomey, le faux « prince Touvalou », dont nos lecteurs n'ont pas perdu le souvenir.

D'ascendance moins fastueuse que son collègue en agitation communiste, l'émissaire en question était un nègre guyanais, « citoyen français » par conséquent, puisque tous les Noirs de la Guyane ont été naturalisés en bloc, comme ceux du Sénégal. Petit fonctionnaire des douanes, il s'était affilié de bonne heure au mouvement nègre international de Marcus Garwey, sur lequel nous avons publié ici même tous les renseignements désirables. Quand le « président de l'Afrique libre » fit alliance avec les Soviets, le nègre guyanais fut mis à la disposition de ces derniers pour la propagande en Afrique. On l'affecta au Cameroun.

Ayant obtenu de l'Etat français d'être nommé à un emploi dans les douanes de la colonie, l'émissaire des Soviets commença

son travail secret, qui consistait à semer l'esprit de révolte contre la France. Sa thèse essentielle, destinée à un grand retentissement auprès des Noirs, était que le Cameroun était libre, légalement libre, depuis la fin de la grande guerre, la Société des Nations ayant reconnu son indépendance... Mais que le pays ignorait que la liberté lui avait été rendue, parce que les Français s'étaient frauduleusement substitués aux Allemands et occupaient le pays sans droit.

Le remède, exposait le bon apôtre, était de faire appel à la Société des Nations, où les Noirs ont des défenseurs, et qui saurait bien faire entendre raison à la France. Pour cela, il fallait saisir l'assemblée de Genève d'une pétition demandant l'évacuation du pays par les Français et sa constitution en Etat libre indépendant.

Un « Groupe de défense des citoyens camerouniens » fut constitué en confor-

mité de ces excitations et commença un actif recrutement de protestataires.

On ne peut accuser les autorités de la colonie d'avoir manqué de vigilance, car le personnage auteur de cette agitation fut promptement repéré. Mais on peut, à bon droit, leur reprocher un défaut d'énergie, car la seule mesure prise contre l'agent des Soviets fut l'octroi d'un congé pour la France, qu'il n'avait pas demandé. On espérait bonnement que, fonctionnaire avant tout, il quitterait docilement l'Afrique et cesserait de nuire.

La consigne des Soviets passant avant celle de l'Etat, qu'il ne servait que pour pouvoir le trahir, notre Guyanais refusa le congé offert et démissionna. Il s'installa au village de Bidou, en apparence comme agriculteur, en réalité pour continuer sa propagande. Le journal *La Race Nègre*, organe de la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, dont l'entrée dans la colonie est prohibée, fut ouvertement propagé

par ses soins. Il fit tant, qu'un arrêté en date du 7 février 1930, l'expulsa du Cameroun.

Son activité insurrectionnelle eût, certes ! exigé une mesure plus rigoureuse. Mais comment mettre en jugement, en Afrique, un fonctionnaire français traître au pays dont il se réclame, tandis qu'en France, un Doriot, un Cachin, non moins traîtres, continuent à bénéficier d'une scandaleuse impunité...

Il était d'ailleurs trop tard pour empêcher le venin bolchevik injecté par lui aux populations nègres de faire désormais son œuvre.

CHAPITRE XVII

VERS L'INSURRECTION DU CAMEROUN

XVII

23 Décembre 1930.

Nous avons montré dans notre précédent article comment la propagande bolcheviste fit son apparition au Cameroun grâce à un fonctionnaire des douanes, noir guyanais, gagné aux Soviets, et nous avons retracé l'odyssée africaine de ce personnage.

Ce semeur de mauvais grain avait été expulsé et se trouvait désormais hors d'état de nuire, mais la moisson qu'il avait préparée commençait à lever.

On s'en aperçut dès le mois de mars 1930, quand les administrateurs de districts signalèrent que l'agitation redoublait. Des groupes d'indigènes instruits se

formaient dans tous les centres importants, avec comme programme l'expulsion des Français. Celle-ci devait être obtenue, si possible, par l'appel à la Société des Nations ; en cas d'échec, par l'insurrection armée.

Comme les meneurs savaient d'avance que la pétition aux augures genevois n'avait aucune chance d'aboutir, c'est à la préparation de l'insurrection qu'ils consacraient leurs soins. Ils constituaient dans ce but, sur tous les points du territoire, des groupes secrets, pourvus d'un rituel symbolique assez semblable à celui dont nous avons constaté l'existence chez les conjurés de Madagascar (voir notre article du 19 décembre 1929).

Force fut aux autorités d'intervenir dans la mesure où il était possible de pénétrer le secret. Quatre notables indigènes de la capitale, Douala, en déplacement à Ponga, où ils étaient venus présider une assemblée secrète, furent arrêtés en fla-

grant délit et condamnés à deux ans de prison et dix ans d'interdiction de séjour. Les prénoms de trois des condamnés, sur quatre, attestent que l'on se trouve en présence d'élèves des missionnaires allemands, dont l'influence est restée très grande dans le pays : *Rudolph* Doumé Yondo, *Eitel* Jala Tiki, *Daniel* Saliki Samé et Kung Mounko N'jo.

Fait à noter : les procédés d'agitation employés au Cameroun par les meneurs germano-soviétiques sont très voisins de ceux qui troublent si profondément, et depuis de longs mois, l'Indochine.

En attendant que l'heure de l'insurrection armée soit venue, ce qui est une question d'armement et d'opportunité, les groupes secrets saisissent toutes les occasions de provoquer des manifestations d'indigènes et d'en prendre la direction. Quand la cause avouée du rassemblement n'est pas la « signature » de la pétition à la Société des Nations, c'est la protesta-

tion contre l'impôt et la corvée qui sert de prétexte. On en profite pour recueillir des souscriptions pour le « fond de libération du Cameroun » et la menace est employée pour obliger les chefs de village à souscrire pour la caisse d'agitation, sauf à répartir ensuite la souscription entre leurs ressortissants.

Une espèce d'administration occulte se crée ainsi, à côté de l'administration coloniale française, et se tient prête à prendre sa place. L'opinion de personnes connaissant bien la colonie est que sur trois millions d'habitants du Cameroun, plus de deux millions ont déjà été atteints par la propagande révolutionnaire, en réalité « séparatiste ».

Est-ce à dire qu'il faut nous attendre à une insurrection imminente du Cameroun ? Nous ne le pensons pas, bien que les incidents survenus ne puissent aller qu'en se généralisant et en augmentant de gravité. Le secrétariat germano-soviéti-

que de Hambourg n'est pas assez malade droit pour exposer ses agents à un écrasement certain en les lançant trop tôt à l'assaut. Il attendra que la besogne de préparation soit achevée dans nos autres colonies et permette un mouvement d'ensemble.

Il attendra surtout que le travail de propagande communiste, commencé dans notre armée noire, ait atteint son but.

Le 29 mai 1930, nous publiions l'avertissement suivant :

« Nous savons de source certaine que la pénétration de nos régiments sénégalais, dont le loyalisme ne s'était jamais démenti jusqu'ici, est activement menée par les éléments bolcheviks.

« Si nous en croyons les termes d'une communication confidentielle adressée par les services parisiens de l'*Internationale Syndicale des Ouvriers Nègres* au bureau de la *Ligue contre l'Impérialisme*, des cellules communistes seraient déjà

fondées au sein de onze bataillons sénégalais. »

Nous signalions en même temps comment le numéro du 15 mars 1930 de l'*Ouvrier Nègre*, publication bolcheviste, racontait l'histoire du guet-apens communiste de Yen Bay :

LES SOLDATS NEGRES SE REVOLTENT

Une mutinerie a eu lieu, dernièrement, parmi les soldats nègres du régiment français de tirailleurs envoyé en Indochine pour réprimer une révolte indigène. Il y a eu beaucoup de morts dont un officier français.

Les troupes étaient en effervescence, à cause des brutalités dont elles étaient l'objet: elles se révoltèrent à Yen-Bay (en Tonkin, à 80 milles au nord-ouest d'Hanoï). Les indigènes se joignirent aux rebelles et entrèrent dans leur camp.

Le ministre français des Colonies a ordonné des mesures rigoureuses pour rétablir l'ordre.

Le numéro en question a été répandu à profusion parmi nos troupes noires par les agents de Moscou.

On comprend le trouble que peut jeter dans l'âme de nos tirailleurs sénégalais semblable nouvelle, qui n'est qu'un travestissement éhonté des événements survenus en Indochine, puisque jamais troupe noire n'a été envoyée dans ce pays. Les menteurs professionnels de Moscou estiment que ces informations sont assez bonnes pour des nègres.

Depuis lors le travail de débauchage de notre armée noire n'a pas cessé d'être activement poursuivi.

Retour de Russie, l'agitateur Trémoho Garan Kouyaté en donnait d'inquiétantes nouvelles au Comité Directeur de la *Ligue de Défense de la Race Nègre*, dans la séance du 19 novembre à laquelle un de

nos précédents articles faisait allusion. Il a insisté sur les « heureux effets » obtenus par cette propagande dans les garnisons de la métropole où sont cantonnés des bataillons de tirailleurs noirs.

Comme ces bataillons seraient appelés à partir des premiers pour l'Afrique si une révolte y éclatait, on juge des perspectives ouvertes par le travail que les agents bolchevistes poursuivent dans leur sein.

Nos gouvernants tiennent-ils absolument à prendre la responsabilité d'une sédition africaine, auprès de laquelle la célèbre insurrection des Cipayes de l'Inde, en 1857, ne serait qu'une pâle idylle ?

CHAPITRE XVIII

ENCORE LA « LIGUE DE DEFENSE DE LA RACE NEGRE »

XVIII

1er Février 1931.

Nos derniers articles sur la participation de la *Ligue de Défense de la Race Nègre* au triple congrès révolutionnaire colonial de Londres, Hambourg et Moscou, ont provoqué une vive émotion chez les dirigeants de l'agitation noire surpris de nous voir si exactement renseignés. Cette émotion n'a même pas été sans violentes querelles intestines, accompagnées d'accusations de trahison et d'exclusions en forme.

Certains dirigeants de couleur, inquiets de nos révélations, reprochant à leurs collègues de jouer imprudemment la difficulté, eussent voulu maintenir l'équivoque sur les tendances du mouvement pro-nè-

gre, affectant de représenter celui-ci comme surtout humanitaire et tendant au progrès social des Noirs. Nous avons dit ce qu'il faut penser de cette version hypocrite dans un de nos précédents articles sur l'*Institut Nègre de Paris.*

D'autres dirigeants, grisés par les éloges reçus de Moscou, et ne tenant pas à renoncer aux avantages matériels que leur assure la faveur de Staline, rejetaient bien loin les ménagements jugés nécessaires par leurs collègues. Ils estimaient que, puisque la mine était découverte, et le mouvement repéré, grâce à nous, comme communiste, il n'y avait désormais qu'à arborer franchement le drapeau rouge à la faucille et au marteau.

C'est entre les deux tendances que la bataille s'est livrée, avec des succès divers, aux environs du Jour de l'An. Notre vieille connaissance, Trémoho Garan, Kouyaté, encore tout radieux de l'accueil reçu au Kremlin, a commencé par avoir

le dessous et a été solennellement déposé, en tant que secrétaire général de la Ligue, comme révolutionnaire maladroit et communiste énergumène. Les artisans de sa chute — très provisoire, on le verra — paraissent avoir été surtout des nègres antillais, non moins antifrançais que les autres membres de la Ligue, mais plus férus de formes légales.

Trémoho Garan Kouyaté, appuyé surtout par les nègres africains, a d'ailleurs pris, depuis lors, sa revanche : il a reconquis de haute lutte ses fonctions de secrétaire général et fait exclure ceux qui l'avaient exclu. Touchante préfigure de ce que redeviendra la vie, en Afrique noire, quand elle sera libérée des Blancs.

Mais venons-en aux protestations que le bureau de la Ligue n'a pas manqué de nous adresser à la suite de nos révélations sur le voyage de Moscou. Elles ont revêtu la forme d'une lettre de « rectification » du président Emile Faure, lettre dont nous

ne publierons qu'une partie, le reste consistant surtout en injures à notre adresse, ainsi qu'en un parallèle entre la beauté plastique de la race noire et la laideur de la race blanche, pour laquelle notre sombre correspondant ne cache pas son dégoût. Toutes choses étrangères à l'objet de nos travaux.

Voici la partie publiable de la lettre de M. Emile Faure, qui ne fait, en somme, que confirmer nos informations :

IL EST BIEN VRAI QUE LE SECRETAIRE GENERAL DE NOTRE LIGUE ETAIT A MOSCOU AU CONGRES DE L'I. S. R., sans autre mandat d'ailleurs que d'apporter à nos frères de couleur le salut de notre groupement.

... Notez maintenant qu'à son retour le secrétaire général nous ayant donné l'impression d'être partisan d'un programme d'action non élaboré par la Ligue et dépassant le cadre d'une politique spécifiquement nègre, a été considéré désormais

comme inapte à assurer d'une manière satisfaisante ses fonctions, lesquelles ont été confiées à un nouveau secrétaire général.

Vous persistez à nous taxer de communisme. Ce serait notre droit de l'être (sic) *et nous ne connaissons pas de texte interdisant aux nègres d'entrer dans ce parti.*

Les groupements révolutionnaires français sont les seuls qui, jusqu'ici, se soient nettement prononcés en faveur de nos revendications. De plus, en de nombreuses occasions, ils ont eu des gestes de solidarité qui ne sont pas prêts (resic) *de s'effacer de notre mémoire. Nous aimerions que les autres partis en fissent autant...*

Vous vous étonnez que, malgré votre campagne, la police ne soit pas intervenue contre nous. C'est apparemment que les lois n'ont pas été faites pour vous seul et que l'appareil administratif et judiciaire n'est pas à vos ordres.

Notre association, régulièrement cons-

*tituée, a défini son but réel dans ses statuts. Nous avons, d'ailleurs, à l'occasion de la fondation de l'*Institut Nègre de Paris, *sur lequel nous nous expliquerons en notre temps et non au vôtre, donné à la Préfecture de Police des précisions non équivoques SUR NOTRE BUT QUI EST : LA LIBERATION DES PAYS DE RACE NEGRE DE TOUTE DOMINATION ETRANGERE.*

LA COURTOISIE DU HAUT FONCTIONNAIRE QUI NOUS PARLAIT AU NOM DE M. CHIAPPE ET DU GOUVERNEMENT NOUS OBLIGE A NE PAS DIVULGUER SES DECLARATIONS ; SACHEZ SEULEMENT QUE LE GOUVERNEMENT N'A JAMAIS CONTESTE LA LEGALITE DE NOTRE ACTION.

Les nègres aveuglés depuis des millénaires commencent enfin à connaître ce qu'est un Blanc. Africains et Antillais se rallient en masse à notre idéal ET L'ON

SAUVONS NOS COLONIES

PEUT ESPERER QU'UN JOUR PRO-CHAIN ILS VOUS DEBARRASSE-RONT DU SOUCI LANCINANT DU MAINTIEN DE VOTRE PRESTIGE CHEZ NOUS, CAR ILS SE CHARGE-RONT ALORS EUX-MEMES DE METTRE AU PAS LES PARASITES DE TOUT POIL QUI EPUISENT NO-TRE PATRIE COMMUNE.

Pour la « Ligue de Défense
de la Race Nègre »,
Le Président : Emile FAURE.

Il est intéressant de voir constater officiellement par le président de la *Ligue de Défense de la Race Nègre,* d'abord que celle-ci a bien pour but de mettre fin à toute domination blanche en pays noir, c'est-à-dire de nous priver de la majeure partie de notre empire colonial, ensuite que le gouvernement et sa police, quoique dûment éclairés par nous sur les agissenents des ligueurs noirs, n'ont jamais inquiété ces artisans de séparatisme.

SAUVONS NOS COLONIES

Il semble, en vérité, que le crime de tentative de démembrement du territoire national, que le Code Pénal punit des travaux forcés à perpétuité, n'existe plus désormais, de par la volonté des mauvais Français qui se sont emparés du pouvoir et qui peuplent les administrations.

M. Emile Faure prend même soin de nous laisser entendre qu'un haut fonctionnaire de la police, agissant au nom du gouvernement, a fait à ses amis nègres des déclarations nettement sympathiques à leur but — qui est de chasser la France des colonies conquises par ses soldats et mises en valeur par ses colons. On aimerait à connaître le nom du Tr.:. Ill.:. F.:., chargé de veiller à la sécurité publique, qui a tenu ces propos.

Nous reviendrons sur les redoutables effets de cette politique de complicité, qui porte la marque de la Franc-Maçonnerie, et à laquelle il faudra bien, un jour, appliquer les peines dues à la haute trahison.

Pour le moment, signalons que la politique de M. Emile Faure, si nettement antifrançaise qu'elle soit, n'a pas réussi à contenter les membres de la *Ligue de Défense de la Race Nègre*. Il avait jugé bon d'éliminer Trémoho Garan Kouyaté, le rôle de cet agent de liaison de Moscou étant désormais rendu public, grâce à nous. Il pensait que cette élimination contribuerait à garder à la Ligue un caractère équivoque d'association amie des révolutionnaires, mais non entièrement soumise à la *IIIe Internationale*. La lettre qu'on vient de lire s'inspirait de cette politique cauteleuse.

Le brave sauvage qu'est Trémoho Garan Kouyaté, et les descendants d'anthropophages qui sont ses meilleurs soutiens, ne l'ont pas entendu ainsi.

Le 11 janvier, la *Ligue de Défense de la Race Nègre* s'est réunie en assemblée générale, 49, rue de Bretagne, dans la même salle où fut préparé, jadis, l'attentat

de la rue Damrémont. Tout d'une voix, elle a acclamé le secrétaire général déchu, l'a réintégré dans ses fonctions et l'a approuvé d'avoir mis officiellement la Ligue aux ordres de Moscou. Le président Emile Faure, ayant essayé de protester, a été accusé de « sabotage systématique », de « désorganisation », voire de collusion avec « l'infâme campagne menée par Coty dans *L'Ami du Peuple* ». Ainsi se trouvèrent récompensées les injures dont le brave nègre antillais avait jugé bon d'agrémenter la lettre à nous adressée et reproduite ci-dessus...

Finalement, l'ordre du jour suivant fut voté :

La « Ligue de Défense de la Race Nègre »,

Inflige au président Faure le désaveu le plus formel et lui retire sa confiance.

Prononce sa déchéance comme président,

SAUVONS NOS COLONIES

Et ratifie la décision le révoquant comme gérant du journal « La Race Nègre ».

Ainsi banni de la république de Gênes, avec défense de s'appeler Piétro, l'infortuné nègre antillais a cédé la place à Trémoho Garan Kouyaté, dont l'étoile est présentement au zénith.

Ce dernier peut s'attendre à nous voir surveiller de plus près que jamais ses agissements : le programme de rébellions militaires à provoquer dans nos troupes noires, tel qu'il l'a exposé au Comité Directeur de la Ligue dans sa réunion du 19 novembre dernier, suffirait à lui seul à justifier notre attention vigilante.

TABLE DES MATIERES

Avant-propos 9
I. — Les Soviets et l'Angleterre . . . 17
II. — L'Organisation de la Révolte noire 33
III. — L'Insurrection noire vient de Moscou 49
IV. — Les deux conjurations de Madagascar. 63
V. — Comment on perd une Colonie 77
VI. — Toutes nos informations confirmées 91
VII. — Les fruits du rapprochement avec les Soviets 105
VIII. — Les intellectuels noirs aux ordres de Moscou 119

TABLE DES MATIERES

IX. — La ligue de défense de la Race nègre 135

X. — A propos du faux-prince Tou-valou 149

XI. — Un institut révolutionnaire nègre en plein Paris 161

XII. — L'évolution dans le sens de la race 173

XIII. — Quelques professeurs éminents 185

XIV. — Vers l'insurrection de notre armée noire 199

XV. — Du Congrès de Londres au Secrétariat colonial de Hambourg et au Comité permanent de Moscou 213

XVI. — La collaboration germano-soviétique au Cameroun 229

XVII. — Vers l'insurrection du Cameroun 241

XVIII. — Encore la « Ligue de défense de la race nègre » 251

PARIS

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE MODERNE, 177,
ROUTE DE CHATILLON. A MONTROUGE
(SEINE). LE DEUX JUILLET MIL
NEUF CENT TRENTE ET UN.

EXTRAIT DU CATALOGUE

ANDRÉ BELLESSORT. — Les Intellectuels et la Troisième République . . . . 15 »

GEORGES BERNANOS. — La grande peur des bien pensants . . . . . 18 »

MARCEL BOULENGER. — Mazarin, soutien de l'Etat . . . . . 15 »

LEON DAUDET, de l'Académie Goncourt — **Fantômes et Vivants..... 15 »**

MARCEL OLIVIER, Gouverneur général des Colonies **— Six ans de politique sociale à Madagascar..... 15 »**

DANIEL HALÉVY. — La Fin des Notables..... 15 »

— Décadence de la Liberté. .... 15 »

G. LENOTRE. — Georges Cadoudal..... 15 »

J. LUCAS-DUBRETON. — La Manière Forte. Casimir Perrier et la Révolution de 1830..... 15 »

Dans le format in-8° écu, tirage sur Alfax

LETTRES INTIMES DE DISRAËLI..... 20 »

LETTRES DE L'IMPÉRATRICE FRÉDÉRIC..... 20 »

CORRESPONDANCE SECRÈTE DE BÜLOW ET DE GUILLAUME II. *(à paraître)*

ÉDITIONS BERNARD GRASSET

S. P.